

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Session d'hiver 2016

## Initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire»

Pas d'«isolationnisme», mais une nécessité concernant tous les peuples, pas seulement la Suisse

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 29 novembre 2016, le Conseil des Etats a traité comme second conseil l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire». Cette initiative a été déposée le 8 juillet 2014 par l'«Union suisse des paysans» (USP) avec près de 150 000 signatures valides récoltées en seulement trois mois.<sup>1</sup> Le 9 mars 2016, le Conseil national a – contrairement à la proposition du Conseil fédéral et de la «Commission du Conseil national pour l'économie et des redevances» (CER-CN) – voté en faveur de l'initiative (par 91 voix contre 83 et 19 abstentions). Ensuite, la «Commission du Conseil des Etats» (CER-CE) a élaboré un contre-projet.<sup>2</sup> Bien qu'il vise d'autres objectifs que l'initiative populaire, le Conseil des Etats l'a acceptée sans modifications le 29 novembre 2016 (par 38 voix contre 4). Il a recommandé au peuple et aux cantons le rejet de l'initiative. Le projet retourne donc au Conseil national.

La sécurité alimentaire et la plus grande autonomie, rendues possibles grâce aux exploitations familiales locales sont des exigences légitimes de première importance pour tous les peuples. C'est pourquoi elles ont été fixées dans le «Rapport mondial sur l'agriculture» de 2008.<sup>3</sup> Selon cette analyse, les petites exploitations paysannes sont les meilleurs garants de la sécurité alimentaire locale et de la souveraineté alimentaire nationale et régionale. Elles doivent donc

être reconnues et promulguées. En vue du débat politique, il est fortement recommandé que ces principes – valables également pour d'autres pays prospères comme la Suisse – soient pris en compte.

Le fait que dans un délai aussi court tant de Suisses aient signé l'initiative, est à prendre au sérieux: une grande partie de la population veille à une bonne qualité des denrées alimentaires du pays ou de la région et elle est également prête à payer davantage – dans la mesure du possible. A cela est lié le désir de dépendre le moins possible de l'étranger dans le domaine de l'alimentation. Compte tenu de la situation mondiale tendue et du deux-poids-deux-mesures dans les négociations avec les grandes puissances comme l'UE ou les Etats-Unis, ce besoin d'un grand nombre de Suisses ne peut être rejeté comme étant une marque d'«isolationnisme».

Outre l'initiative discutée, deux autres initiatives populaires, partiellement similaires, partiellement différentes, ont été déposées: «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne tous» et «Pour des denrées alimentaires saines et produits dans des conditions équitables et écologiques (Initiative pour des aliments équitables)»<sup>4</sup> Ces deux initiatives seront soumises au vote du peuple dans un proche avenir.

**Le contre-projet vise à balayer les trois initiatives populaires d'un coup** Quiconque compare le contre-projet de la Commission du Conseil des Etats pour l'économie et des redevances (CER-CE) avec le texte de l'initiative, ne trouve qu'une seule réelle concordance dans le contenu: la Confédération prend des mesures efficaces contre la perte des terres cultivées (donc les terres et les surfaces agricoles utilisées par l'agriculture). Le cœur de l'initiative populaire pour la sécurité alimentaire, le renforcement de la production nationale en denrées alimentaires et l'autonomie la plus élevée possible, n'apparaissent plus dans le contre-projet. Dans son rapport du 24 janvier 2015, le Conseil fédéral exprime sa critique: «L'initiative est partielle et déséquilibrée, puisqu'elle est trop concentrée sur la production nationale».<sup>5</sup> Objection! L'initiative met l'accent sur le point le plus important à ses auteurs. Le but du droit d'initiative est précisément que les citoyens puissent exiger quelque chose manquant dans la politique des autorités.

Le contre-projet du CER-CE poursuit des objectifs très différents: «Le but est de pousser les auteurs à retirer leur initiative populaire grâce à une formulation convaincante du contre-projet. [...] En outre, un point central pour la Commission est que le contre-projet soutienne l'orientation de la politique agricole

actuelle de la Confédération en poursuivant le chemin de la politique agricole 2014–2017. Il doit contenir ni des éléments tournés vers le passé ni des éléments protectionnistes [...]. Le contre-projet [...] devrait, si possible, également reprendre des contenus majoritaires des initiatives «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire», afin de se procurer ainsi une meilleure position de départ pour combattre ces deux initiatives.»<sup>6</sup> (souligné par *Horizons et débats*)

En bref: la majorité de la Commission du Conseil des Etats a déjà décidé à l'avance de combattre par tous les moyens non seulement l'initiative actuelle, mais également les deux prochaines initiatives – de préférence toutes les trois dans la même votation.

Car, un contre-projet parlementaire permet le report de la votation populaire sur l'initiative d'une autre année, donc jusqu'en janvier 2018. D'ici là, les deux autres initiatives devraient également être prêtes pour passer devant le peuple.

Le Conseil des Etats a approuvé la prorogation le 29 novembre, la CER-CN a proposé au Conseil national de prolonger la période de traitement jusqu'au 8 janvier 2018. Le dernier jour de la session (15 décembre), la «Chambre basse» donnera probablement son consente-

Suite page 2

## La raison essentielle de l'initiative: renforcer la production nationale

### Critique du contre-projet du Conseil des Etats

Entretien avec Hans Jörg Rügsegger, président de l'ASSAF-Suisse,<sup>1</sup> président de l'Union bernoise des paysans et membre du comité de direction de l'Union suisse des paysans (USP), Riggisberg (BE)

*Horizons et débats: J'ai lu avec intérêt votre prise de position dans le «Schweizer Bauer» du 19 novembre.<sup>2</sup> Là, vous dites qu'il vous manque un renforcement de la production nationale dans le contre-projet. N'est-ce pas la partie essentielle de l'initiative?*

Hans Jörg Rügsegger: Si, cela est une partie essentielle de l'initiative. C'est pourquoi l'ASSAF a une attitude critique face au contre-projet.

*Mais le comité de l'Union des paysans semble éventuellement prêt à retirer son initiative en faveur du contre-projet?*

Cela dépend entièrement des prises de positions de demain, 29 novembre, au Conseil des Etats. Bien entendu, l'USP a eu des contacts avec les membres de la CER-CN. Nous verrons dans quelle direction les débats vont se développer. De par mon expérience en tant que président de l'Union bernoise des paysans, je sais qu'il faut savoir donner au bon moment un signal qu'on est prêt à négocier. Mais pour nous de l'ASSAF, il est clair, que le renforcement de la production nationale doit faire partie du projet.

*Alors pour vous et pour l'USP il s'agit de savoir si le Conseil des Etats se rapproche davantage du texte de l'initiative? [Ce qu'il n'a pas fait le 29 novembre 2016; annotation Horizons et débats]*

Exactement.

#### Beaucoup de questions ouvertes dans le contre-projet

La Commission du Conseil des Etats prétend dans son rapport, que leur contre-projet laisse moins de marge de manœuvre que le texte de l'initiative. Mais dans le «Schweizer Bauer» vous démontrez, que dans plusieurs formulations, il n'est pas clair: par exemple

avec la création d'une «production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources naturelles de manière efficiente» ou une «agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché».

C'est cela. Dans le Berne fédérale, il y a un large consensus que la sécurité alimentaire doit être introduite dans la Constitution fédérale. Mais comment le faire ... Autant le contre-projet que l'initiative sont formulés de manière très ouverte.

Une «production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources naturelles de manière efficiente» pourrait, selon l'interprétation, être une invitation pour davantage de contraintes écologiques et pour la délocalisation de certaines branches productives à l'étranger. Ou bien cela pourrait signifier que toute exploitation suisse doit se tourner vers l'agriculture biologique.

La formule «une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché» peut ouvrir grand la porte à l'agriculture industrielle. Une grande partie des consommateurs suisses estiment les petites exploitations familiales, mais les conditions-cadres doivent également être telles que ces exploitations puissent survivre!

Un autre point du contre-projet, envers lequel nous sommes critiques, est la question des «relations commerciales transfrontalières». Là, nous maintenons de sérieuses réserves: Comment interpréter? Selon notre point de vue ou selon celui des partisans d'une «ouverture des frontières»?

Veut-on ainsi laisser ouverte la porte pour un accord agricole avec l'UE et/ou pour le TTIP? C'est parfaitement possible. Sur ce point je suis très critique, car au Conseil des Etats, il y

a naturellement des membres voulant l'ouverture de frontières dans ce sens. Si la majorité du Conseil des Etats veut aller dans la direction que vous supposez – on le réalisera relativement vite.

#### La sécurité de l'approvisionnement pour la population doit être garantie à l'échelle mondiale

De nombreuses personnes pensent qu'en Suisse nous n'aurons jamais de problèmes pour importer les denrées alimentaires nécessaires. Vous et moi appartenons à la génération de l'après-guerre, mais il y a eu des temps, où il n'y avait aucune certitude. Nous ne savons pas, si la situation actuelle restera inchangée à l'avenir. Ne devrions-nous pas nous engager pour davantage d'autosuffisance?

C'est une question importante. Le besoin de produits alimentaires dans le monde augmente. Trop de pluie – pas assez de pluie, des facteurs irritants tel le phosphore dont l'existence n'est pas illimitée, la quantité d'eau douce à disposition, les sécheresses et le manque d'eau diminuant la production dans de nombreux pays. Tout cela va s'accroître. La production et la distribution des denrées alimentaires vont devenir un thème de plus en plus important. C'est pourquoi je ne suis vraiment pas convaincu que la solution soit d'importer toujours davantage de produits alimentaires. D'autres pays ont aujourd'hui déjà des difficultés à nourrir leurs populations. En Europe, nous vivons dans le luxe – mais il y a, par exemple, au sud de l'Espagne ou de l'Italie ou en Grèce des régions, où les étalages ne sont pas aussi fournis que chez nous. C'est pourquoi la production alimentaire est de grande importance. Je pense, que la nourriture pourrait

devenir un moyen de guerre ou une raison de guerre – s'agissant des terres ...

... ou de l'eau. En fait, les tenants de l'ouverture du marché devraient prendre en considération ces réflexions, n'est-ce pas?

D'ordinaire, ils n'anticipent pas à ce point. Beaucoup d'entre eux n'ont comme horizon que les cinq, voire dix prochaines années. Cela me fait réfléchir en raison du fait que chaque année, nous avons entre soixante ou huitante mille habitants de plus en Suisse, ayant besoin d'espace et devant être nourris. En Chine et dans d'autres pays, la population croît de manière disproportionnée. Là, nous sommes face à un avenir que nous devons analyser en entier et au niveau global.

Merci beaucoup pour cet entretien très éclairant.

(Propos recueillis par Marianne Wüthrich)



Hans Jörg Rügsegger (photo mad)

<sup>1</sup> L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) s'engage pour une agriculture productrice. C'est une industrie agricole suisse forte. Elle défend les intérêts du secteur agroalimentaire face à l'ouverture grandissante et l'internationalisation des marchés agricoles. Elle s'engage concrètement contre les accords de libre-échange menaçant l'agriculture suisse. C'est pourquoi elle refuse tout accord de libre-échange avec l'Union européenne.

<sup>2</sup> «Gegenvorschlag soll verbessert werden» [Le contre-projet doit être amélioré]. Interview de Hans Jörg Rügsegger, président de l'ASSAF. In: *Schweizer Bauer* du 19/11/16

# L'hydro-électricité suisse et son avenir

par Narcisse Seppey, Hérémece VS\*

«L'or bleu» prêté à l'eau et «l'or noir» attribué au pétrole ont une origine semblable: Ils sont contemporains, liés à l'ère industrielle, et rendent des services analogues: alimentation des forces motrices (machines de chantiers qui ont remplacé le pic et la pelle, camions qui ont soulagé le dos des bêtes de somme et celui des hommes), base du confort domestique (éclairage, chauffage, équipement culinaire, lessive). Ils sont issus de régions ancestralement pauvres: le désert des hautes montagnes et celui des sables mouvants.

Ils ont stimulé la jalousie à l'endroit des bénéficiaires de cette sorte de «manne» considérée comme illégitime car tombée du Ciel, alors que le confort économique procuré par l'agriculture intensive et par l'industrie est attribué au mérite de l'homme.

## Les sources énergétiques contestées

L'ère industrielle a fondé sa productivité sur trois sources d'énergie: le charbon qui chauffait les maisons et faisait mouvoir trains et navires, le pétrole qui faisait tourner les moteurs, l'électricité essentielle à l'éclairage et à l'alimentation de tous les petits moteurs.

Ces trois sources énergétiques naturelles sont aujourd'hui contestées: le charbon pour la pollution due à ses particules fines; le pétrole pour l'influence qu'on lui prête sur la pollution de l'air et le réchauffement climatique, l'hydroélectricité pour l'appauvrissement du débit des cours d'eau.

## Les énergies de substitution

L'énergie nucléaire, grande découverte du XX<sup>e</sup> siècle, fut d'emblée considérée comme «Le Cadeau du Ciel», doté d'une puissance phénoménale et épargné des inconvénients liés aux autres sources d'énergie. L'ampleur prise par

l'énergie nucléaire a rapidement supplanté les autres sources dans l'ensemble des pays industrialisés.

Mais la star la plus célèbre est porteuse de son talon d'Achille. Le nucléaire en échappe encore moins que les autres, car en plus des désagréments propres aux autres énergies, il fait peur. Tchernobyl a révélé que les effets d'une centrale défectueuse sont aussi lourds à 1000 km de distance qu'à proximité immédiate; Fukushima a mis en lumière la fragilité de la confiance faite aux centrales nucléaires même dans un pays de haute réputation en la matière; la généralisation des dégâts potentiels a fait oublier les effets «locaux» d'Hiroshima et de Nagasaki. La peur d'un désastre nucléaire envahit le monde entier. Dans les pays économiquement favorisés, telle la Suisse, la peur du nucléaire fait oublier les avantages phénoménaux de cette source d'énergie et pousse la population à réclamer la fin de son exploitation.

## Couverture des besoins actuels

Dans un pays comme le nôtre et ceux qui l'entourent, le nucléaire couvre à lui seul les besoins énergétiques dans une proportion plus importante que toute autre source. La supprimer ne peut s'envisager sans son remplacement.

Certains pays – l'Allemagne comme chef de file – ont consacré des sommes gigantesques à la production d'énergie de substitution. Sans renoncer à l'exploitation du charbon mis à nu dans le cadre du plus grand chantier du monde des années 1980, malgré ses attributs polluants, les efforts se sont concentrés sur des sources d'énergie propres et renouvelables: Le Soleil fut le premier

invité car ses rayons généreux arrosent tous les pays; le Vent vint ensuite en actionnant ses éoliennes; la géothermie et la pompe à chaleur ont complété la gamma.

Les besoins énergétiques actuels, pour la région européenne qui nous concerne, sont largement couverts, même à l'excès qui a conduit à la chute des prix. Ce phénomène est dû aux investissements assumés par des Etats et à leurs subventions destinées à la promotion des nouveaux types d'énergie.

## Les besoins de demain

Les besoins énergétiques n'ont jamais connu la marche arrière, malgré les incessants appels à l'économie et aux mesures dissuasives de galvaudage. Les besoins de Demain ne peuvent que croître pour plusieurs raisons:

Le volume de population augmente chaque année, notamment sous les effets de l'immigration dictée par des raisons soit humanitaires soit simplement souhaitées en vue d'un meilleur confort; le confort économique personnel s'ouvre à une proportion toujours plus large de la population. Sa consommation d'énergie est l'un de ses premiers effets.

## Evolution prévisible des actuelles sources d'énergie

Pour le moment, aucune source d'énergie indésirable n'est abandonnée: les centrales nucléaires sont toujours fonctionnelles, le charbon est toujours exploité, le pétrole alimente encore la quasi-totalité des véhicules motorisés et une large part du chauffage des habitations.

A termes imprécis et variables selon les pays, ces énergies sont vouées à leur abandon. Les découvertes déjà acquises, ajoutées à celles qui viendront les compléter, en fourniront les moyens. Les peuples de notre temps

sont tous conscients des effets de la pollution et du réchauffement climatique, sans compter la peur d'une explosion nucléaire. Les pays pionniers en la matière forceront les autres à s'y ranger également. Les accords déjà signés à l'échelle mondiale en sont les prémices.

## La situation actuelle de l'hydro-électricité

L'effondrement des prix de l'énergie touche de plein fouet les producteurs d'énergie hydraulique dont le prix de production n'est pas excessif mais plus concurrentiel par rapport aux sources solaires ou éoliennes bénéficiaires de prestations étatiques qui créent une situation artificielle.

La tendance de l'économie à la mondialisation s'en vient encore renforcer la tentation de s'approvisionner à l'étranger à tarif inférieur, pour l'énergie comme pour l'alimentation. Dans les deux domaines, sans compter les autres, une large majorité populaire se contente encore de ce choix, les yeux rivés sur le porte-monnaie plutôt que sur la qualité et la sécurité d'approvisionnement.

## Comparaison des atouts respectifs

Bien que propres et renouvelables, le solaire et l'éolien présentent des faiblesses qui commencent à se faire jour: Le solaire est dépendant d'un astre aux activités capricieuses. Totalement endormi la nuit, il complète ses siestes en plein jour dès que la pluie et le brouillard prennent sa place. L'éolien subit les mêmes humeurs variables avec le vent dont la vitesse oscille entre 0 et 100 km/h. Tous les deux sont saisonniers et les saisons les plus actives ne correspondent pas forcément au volume des besoins. Pour assurer le chauffage

Suite page 3

## «Initiative populaire ...»

suite de la page 1

ment à cet ajournement, sans discussion. Le conseiller national Markus Ritter (président de l'Union suisse des paysans) a déclaré que pour le Conseil national toutes les options restent ouvertes. En acceptant cet ajournement, il donne son consentement d'entrer en discussion sur le contre-projet, tout en pouvant également le rejeter par la suite.

## Toutes les trois initiatives empêchent un accord agricole avec l'UE et l'adhésion de la Suisse au TTIP

Elles contiennent toutes des «éléments protectionnistes», selon le rapport du Conseil des Etats. C'est-à-dire qu'elles demandent de l'Etat d'avantage d'interventions sur le marché alimentaire en faveur de la préservation et du renforcement d'une bonne production nationale et durable et du contrôle de l'importation des denrées alimentaires. Ces exigences seraient incompatibles avec une «ouverture du marché» ou bien avec un accord agricole de libre-échange avec l'UE ou le TTIP. Sur ce sujet, écoutons deux représentants libéraux (ou néolibéraux?) s'exprimant lors des débats du Conseil des Etats du 29 novembre 2016:<sup>7</sup>

Ruedi Noser, PLR, ZH: «[...] La politique agricole actuelle donne aux agriculteurs un faux sentiment de sécurité. Il faut que se soit clair pour tous les paysans que l'ouverture du marché va continuer, qu'elle sera étendue à d'autres domaines et qu'on ne peut pas stopper ces changements.» C'est pourquoi Noser exige «une politique agricole favorisant la transformation structurelle».

Johann Schneider-Ammann, président de la Confédération: «Le concept de la Commission, évoqué à plusieurs reprises, n'est pas fondé uniquement sur l'initiative qu'il nous faut gérer maintenant, mais sur les trois autres qui nous attendent et qui nécessitent des éclaircissements. Je serais heureux, si le contre-projet était accepté et je serais également très content si l'Union des paysans retirait son initiative à temps, comme réponse à ce contre-projet. [...]»

Avec la Politique agricole 2014–2017, nous avons défini une politique agricole ouverte. L'initiative est dans un certain sens une réponse à la PA 2014–2017, et elle désire relativiser l'ouverture. Cela ne conviendrait pas à notre pays. Donc, il faut s'opposer à ce développement. Avec ce contre-projet, l'activité transfrontalière est exprimée expressis verbis.»

\*\*\*

Par «changement structurel», Ruedi Noser affirme que finalement seules les grandes exploitations pourront survivre (dont il n'y en a que peu en Suisse pour des raisons géographiques et par manque d'espace) et que l'agriculture intensive doit être remplacée par l'entretien du paysage (terrains de golf, parcs naturels). Une «politique agricole ouverte» signifie d'être prêt à conclure des accords de libre-échange tels l'Accord agricole avec l'UE ou le TTIP.

## Sur la base de ces faits, nous recommandons les stratégies suivantes:

- Au Conseil national et à sa commission (CER-CN):  
*de rejeter le contre-projet de la CER-CE puisqu'il vise dans une toute autre direction que l'initiative.*
- Aux trois comités d'initiatives:  
*Chacune de vos initiatives a de meilleures chances, si vous vous soutenez mutuellement pendant la campagne de votation! Ce serait déplorable si les uns prenaient position contre les autres – dans la conception fallacieuse que cela pourrait s'avérer bénéfique pour leur propre initiative ...*
- Au comité d'initiative et à l'Union suisse des paysans:

L'initiative «Pour la sécurité alimentaire» ne doit en aucun cas être retirée en faveur d'un contre-projet n'empêchant pas la continue disparition des paysans, mais, permettant au contraire de l'accélérer. 150 000 citoyens ont signé votre initiative pour assurer la survie d'une agriculture suisse productive et forte, et davantage d'indépendance de notre approvisionnement alimentaire de l'étranger. L'USP doit se montrer digne de la grande confiance que lui font les citoyens. •

<sup>1</sup> cf. Werner Wüthrich. *Quel avenir pour l'agriculture suisse?* In: *Horizons et débats* n° 14 du 27/6/16

<sup>2</sup> Rapport de la Commission pour l'économie et des redevances (CER-CE) du 3/11/16 p. 7; rapport cité WAK-CE (n'existe qu'en allemand)

<sup>3</sup> «Echapper au cycle de la faim»: les connaissances et les conséquences du *Rapport mondial sur l'agriculture*. Propositions pour l'agriculture de l'avenir» (résumé de l'original en anglais)

<sup>4</sup> Werner Wüthrich. *Quel avenir pour l'agriculture suisse?* In: *Horizons et débats* n° 14 du 27/6/16

<sup>5</sup> Rapport du CER-CE p. 4

<sup>6</sup> Rapport du CER-CE p. 8/9

<sup>7</sup> <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=38675>

## Initiative ou contre-projet? Quelques réflexions remarquables

par Thomas Minder, conseiller aux Etats, sans parti SH



Thomas Minder (photo mw)

En règle général, l'original est meilleur que la copie, et l'original est le texte de l'initiative. Quand on s'est engagé pour une initiative, avec beaucoup d'effort et d'argent, qu'on se retrouve dans les rues, on s'engage également davantage pour elle dans la campagne de votation que pour un contre-projet. Je préfère de loin une initiative, dernière laquelle se trouve un comité s'engageant à fond, qu'un contre-projet, qui n'est que mollement soutenu.

Mais l'initiative est aussi meilleure au niveau du contenu. Dans l'alinéa 2, il est question de réduire la charge administrative,

afin que les paysans ne deviennent pas des employés de bureau [et qu'une plus grande partie des paiements directs arrivent chez les paysans, au lieu de rester dans l'administration]. Je ne comprends pas, pourquoi cette demande importante de l'initiative a été supprimée par la CER dans le contre-projet.

Quand on voit comment les initiatives sont mises en œuvre à Berne, l'Union des paysans en tant que grande organisation lobbyiste aurait mieux fait d'écrire cinq ou dix alinéas au lieu de seulement deux. Tant l'initiative que le contre-projet sont formulés de manière très peu claire, et le Parlement va en faire n'importe quoi, comme nous l'avons déjà observé à plusieurs reprises. Dans mon initiative [contre les rémunérations abusives] j'ai formulé 24 revendications, je conseille à tous les comités, d'agir aussi dans ce sens. •

### Texte de l'initiative:

#### Art. 104a Sécurité alimentaire

- 1 La Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène diversifiée et durable; à cet effet, elle prend des mesures efficaces notamment contre la perte des terres cultivées, y compris des surfaces d'estivage, et pour la mise en œuvre d'une stratégie de qualité.
- 2 Elle veille à maintenir une charge administrative basse pour l'agriculture et à garantir la sécurité du droit, ainsi qu'une sécurité adéquate au niveau des investissements.

#### Art. 197, ch. 11

#### 11. Disposition transitoire ad art. 104a (Sécurité alimentaire)

Le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale des dispositions légales correspondant à l'art. 104a au plus tard deux ans

après l'acceptation de celui-ci par le peuple et les cantons.

### Texte du contre-projet de la CER-CE:

#### Art. 104a Sécurité alimentaire

En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la Confédération crée des conditions pour:

- a. la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles;
- b. une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources naturelles de manière efficiente;
- c. une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché;
- d. des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire;
- e. une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources naturelles.



# Ce que j'attends de Donald Trump ...

Interview du Professeur Alfred de Zayas, docteur en droit



Alfred de Zayas  
(photo mad)

*Horizons et débats: Monsieur de Zayas, vous êtes citoyen américain, vivant en Suisse, doté de beaucoup d'expériences et de connaissances en politique internationale, notamment en droit international. Vous avez certainement suivi attentivement les élections*

*américaines. Contrevenant à toutes les prévisions, Donald Trump a gagné les élections présidentielles des Etats-Unis. En avez-vous été surpris?*

Alfred de Zayas: Comme tout un chacun, je suis influencé par les médias, ce qui fait que je fus réellement surpris par le résultat. Mes candidats auraient été Bernie Sanders ou Elizabeth Warren du côté démocrates, Ron Paul ou Patrick Buchanan du côté républicain. Les combats de gladiateurs entre Trump et Clinton ne me convenaient pas du tout et je suis soulagé que ces élections soient terminées. En fait, depuis mes études à Harvard, je suis inscrit au parti républicain et à l'époque je fus très actif dans le Harvard Republican Club. Ce que je cherchais chez les candidats, c'était en premier lieu la droiture, un comportement correct, une éthique, une certaine humilité, le respect des autres et un esprit de paix.

*Que cela signifie-t-il concrètement en politique?*

Concrètement, j'aimerais pouvoir constater que le président des Etats-Unis respecte la souveraineté des autres Etats et renonce à vouloir répandre partout dans le monde la façon de voir des Américains, voire même par la force. On ne peut exporter ni la «démocratie» ni nos «valeurs», nous devrions cesser d'exiger des changements de régimes dans d'autres pays, voire de les financer.

*Que pensez-vous de Donald Trump?*

Il importe peu qu'il me plaise ou non, il faut se plier aux réalités et tenter de tirer le meilleur profit de la nouvelle situation. Soyons optimistes, généralement le calme suit la tempête. M. Trump a surtout besoin de bons conseillers et surtout pas d'idéologues rigides ou d'anciens anti-communistes radicaux. Malheureusement, il s'est exprimé de façon inadaptée lors du décès de Fidel Castro. Il semble que ses conseillers ont encore une vue en noir et blanc, vestige des années de guerre froide. Les paroles du pape François furent les bonnes.

*Que pensez-vous de sa politique extérieure?*

En fait, nous en savons trop peu pour pouvoir dès lors nous prononcer sur ce qu'il va se passer dans le monde. Il est positif de constater que M. Trump se soit prononcé à diverses reprises contre l'«interventionnisme» prévalant jusqu'à présent. Il ne veut plus utiliser l'OTAN comme arme d'interventions, ni se lancer dans de nouvelles aventures ou des tentatives de changements de régimes. Il est à espérer qu'il abandonnera le rôle américain de «policier mondial». Cela me paraît essentiel quand on prend en compte les conséquences de notre politique extérieure en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie: des catastrophes l'une après l'autre.

*Que penseriez-vous de sa relation avec le président russe Vladimir Poutine?*

Ils se respectent mutuellement. Il est important que M. Trump n'ait aucun intérêt de provoquer Poutine sans raison. Il est certain qu'une solution dans la situation incertaine de l'Ukraine sera trouvée plus aisément avec M. Trump qu'avec M<sup>me</sup> Clinton si cela en avait été le cas.

*Quelles pourraient être, à votre avis, les difficultés dans la politique extérieure à venir?*

Il semble que Trump veuille modifier l'accord nucléaire avec l'Iran. Cela me semble peu judicieux. Que cela nous plaise ou non, la Perse relève d'une longue histoire et il faut leur laisser quelque espace.

*Que pensez-vous des projets économiques de Donald Trump?*

Trump est, lui aussi, un entrepreneur. Dans le monde du commerce, on trouve souvent de nouvelles idées. Il a en tout cas raison de critiquer ces énormes accords commerciaux tels que Nafta, TPP, TTIP, TiSA etc. Ces accords profitent aux multinationales, ne payant même pas leurs impôts, étant donné qu'elles transfèrent leurs profits dans les paradis fiscaux. Tous ces accords doivent être pris sous la loupe et retravaillés pour que la mondialisation profite à tout le monde – et pas seulement aux élites. Bien que Trump soit lui-même milliardaire, il marque depuis longtemps son intérêt pour les couches moyennes américaines et semble décidé à entreprendre une lutte contre le chômage. J'espère qu'il pourra servir les droits humains de tous les Américains, concrètement dit s'efforcer pour que la «majorité silencieuse» ne soit plus systématiquement abreuvée de mensonges par les médias des élites. J'espère qu'il pourra maintenir les vieilles traditions chrétiennes américaines, permettant à la fête de Noël de rester vraiment chrétienne et ne soit pas uniquement un vaste marché du consumérisme. Je ne partage pas l'idée de construire un mur entre les Etats-Unis et le Mexique. On peut agir autrement pour obtenir une immigration

en règle. Il ne faut pas oublier que l'Amérique est par définition une terre d'immigration, ce qui la distingue de l'Allemagne ou de la Suisse.

*Ces élections américaines présentent-elles des caractéristiques particulières?*

Certainement – simplement par le fait que des millions d'Américains aient lâché les médias pourtant bien installés. L'ensemble de la presse s'était opposé à Trump – tentant de le diffamer, le citant faussement, mentant – et malgré cela, il a gagné. C'est véritablement une révolution – tout particulièrement de la part des jeunes électeurs – contre l'«establishment», contre tout ce qui sent le «politiquement correct». Des millions de personnes ont déclaré qu'ils en avaient assez – assez des manipulations de la part du «New York Times», du «Wall Street Journal», du «Financial Times», du «Washington Post», de CNN etc. Il semble que de nombreux lecteurs se soient reportés sur Internet, Facebook et Twitter.

*Pensez-vous que la presse se comportera différemment à l'avenir?*

On verra. Le «New York Times» n'a toujours pas digéré ce résultat. Nombreux sont les rédacteurs des médias en place qui continuent de se comporter comme s'ils pouvaient encore le faire tomber et ils espèrent qu'un nouveau décompte dans le Wisconsin ou en Pennsylvanie pourra encore permettre à Hillary Clinton de finir à Washington. C'est curieux. Ils utilisent même encore ces vieilles armes, dont la réduction à l'hitlérisme, comparant Trump à Hitler. Je pense qu'il ne se trouve plus une seule personne raisonnable à entrer en matière face à de telles stupidités. Le recours aux insultes et aux fausses comparaisons historiques rendront les médias encore plus ridicules que ce n'est déjà le cas.

*Pourquoi Hillary Clinton a-t-elle perdu ces élections?*

Elle était la représentante d'une «élite» en déroute. Tout ce monde attendait d'elle de continuer le train-train habituel. On a sous-estimé la profonde déception du peuple américain par rapport à l'«establishment». Il est intéressant de constater que tous les groupes de pression étaient en faveur de Clinton – tant le complexe militaro-industriel que Wall Street ou que les lobbies LGBT. Et pourtant, Trump a gagné. Cela exhorte à réfléchir.

*Après les élections, il y a eu de nombreuses manifestations et protestations contre Donald Trump. Qu'en pensez-vous?*

Quiconque n'est pas d'accord avec la politique de ce nouveau président, doit soumettre à la discussion des alternatives concrètes. Il

ne sert à rien de susciter le chaos et de vouloir se soulever contre Trump.

*Qu'attendez-vous des politiciens européens?*

Qu'on le veuille ou non – il faudra bien qu'ils s'y adaptent. Certains regretteront leurs paroles. Le comble de l'arrogance est venu du politicien de la CDU allemande, Norbert Röttgen, lorsqu'il a «mis en garde» contre Trump. Les propos du politicien socialiste allemand Rolf Stegner parlant de «catastrophe» ou de Frank-Walter Steinmeier taxant, de façon très peu diplomatique, Trump de «prédicateur de haine». – Les politiciens sont souvent des opportunistes et ils trouveront rapidement d'autres termes. On ne s'attend ni à un comportement de soumission, ni à une attitude intransigeante envers TTIP et TISA. La façon de s'exprimer du chef de l'Association fédérale de l'industrie allemande Ulrich Grillo, relève du comique, lorsqu'il cherche à faire la leçon aux Etats-Unis en exigeant de Trump de terminer avec «le racisme, le chauvinisme, le populisme et le sexisme» – et de s'abstenir de limiter le «libre-échange», car sinon, il risquerait une guerre commerciale. Tiens, tiens!

*Au cas d'un entretien avec Trump que lui diriez-vous?*

Je lui recommanderai de faire revivre les valeurs de la Constitution américaine, de chercher la justice sociale, d'investir davantage dans les infrastructures et dans la formation de la jeunesse. Je lui recommanderais de dire aux Européens: laissez les autres peuples trouver leur propre chemin vers la démocratie, cessez de vous mêler des affaires intérieures de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Ukraine. Cessez cette mauvaise culture politique de pression, de harcèlement et de chantage. Je lui conseillerais de faire payer Goldman Sachs et d'autres. Je lui conseillerais de réviser tous les accords commerciaux, afin d'apporter plus de justice à tout le monde.

Mais surtout, je m'efforcerais de le gagner à la paix – plus d'aventures, pas de guerre contre la Russie ou contre le Chine ou contre l'Iran. Cela permettra aux droits humains de se développer librement. Je lui souhaite de réussir – tant pour le peuple américain que pour les Européens et pour le monde entier. Il va de soi que Trump ne pourra pas se soustraire aux nécessités politiques quotidiennes, mais pas après pas, il pourra corriger les stupidités des élites américaines corrompues (et peut-être même des européennes). Car, il a osé affirmer que «Ces élites sont nues!». Il faut que l'imposture soit démasquée.

*Monsieur de Zayas, nous vous remercions de cet entretien.*

## «L'hydro-électricité suisse ...»

suite de la page 2

hivernal d'une maison, d'équipement solaire est disproportionné avec sa production excessive et inutile en été.

Sur le même marché, l'hydraulique est le seul qui fonctionne immédiatement sur simple commande, de jour et de nuit, hiver comme été, sans attente ni production inutile.

### Coup d'œil sur l'avenir

Le volume d'énergie consommée ne peut que croître. En plus de l'augmentation du confort économique des classes traditionnellement pauvres, presque chaque geste moderne implique de l'énergie: l'appartement en utilise dans tous les coins, ses occupants en font autant avec leur équipement personnel ouvrant toutes les portes aux contacts sociaux.

Parallèlement, les énergies traditionnelles suivront l'évolution inverse: Les énergies polluantes seront de plus en plus montrées du doigt et leur remplacement est inéluctable car techniquement et financièrement possible. La promotion des voitures électriques, si elle parvenait à se généraliser, toucherait de plein fouet le pétrole. Les énergies dangereuses tomberont dès que leur remplacement sera effectif car le monde moderne souhaite être à l'abri de tout risque.

Des changements fondamentaux vont intervenir probablement plus vite qu'on ne l'envisage: toujours plus gourmand et soumis aux appétits de son fournisseur, l'individu fait les yeux doux à la production personnelle. Les panneaux photovoltaïques sont de plus en plus performants et financièrement abordables. Mais ce choix implique son raccordement à un réseau tant pour l'approvisionnement d'une production insuffisante que pour l'écoulement des excès.

Si cette solution se généralise, des centaines de milliers de propriétaires deviennent producteurs-consommateurs alors qu'aujourd'hui, seules quelques centaines de sociétés détiennent la production. Si chaque propriétaire s'y met, soit par conviction économique soit par simple mode, le volume de production peut aisément couvrir tous les besoins tout en mettant de côté le pétrole et le nucléaire.

### Quel avenir pour l'hydroélectricité en Suisse?

Si le pétrole et le nucléaire devaient obtenir une grande rallonge à leur activité, les barrages alpins pourraient demeurer pleins toute l'année. Pour les raisons déjà exposées, une telle évolution semble irréaliste, surtout en Suisse.

Quant aux énergies de substitution accessibles à l'individu, en cas de production à grande échelle, la mise en réseau apparaît

comme une nécessité. Dans ce cas, l'hydro-électricité est le partenaire qui s'impose tant pour combler les manques que pour la valorisation des surplus.

Il saute aux yeux que la politique jouera un rôle déterminant. Si notre pays devait imiter certains autres en subventionnant exagérément la production individuelle et en oubliant d'offrir une aide équivalente au secteur hydro-électrique, ce dernier ne pourrait que reculer. Si la politique nationale et cantonale respecte la parité des aides, les grandes entreprises la suivront.

Aux atouts de la seule énergie propre, renouvelable et active à l'instant de la commande, l'hydroélectricité offrirait en supplément l'avantage d'une production nationale et non étrangère.

Que les milieux politiques suisses n'oublient pas les vertus de l'indépendance face à l'étranger et du fédéralisme en son ménage interne, pour l'énergie comme pour les autres domaines communautaires!

\* Narcisse Seppéy, né en 1943, a été de 1968 à 1982 président de commune d'Hérémece (sur le territoire de laquelle se trouve le lac de la Grande-Dixence) et député au Grand Conseil valaisan. Il a créé une usine hydroélectrique pour la vallée d'Hérens et a collaboré avec les Forces motrices valaisannes. De 1983 à 2006, il a été pendant 24 ans chef de service de la chasse et de la pêche du canton du Valais.

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros  
ISSN 1662 - 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

# Les guerres hors-la-loi: comment les pays-membres de l'OTAN sabotent l'ONU

Une chronique de Daniele Ganser

par Johannes Irsiegler



Daniele Ganser est historien et chercheur pour la paix, spécialisé en politique internationale et histoire contemporaine de 1945 à nos jours. Il est également fondateur du «Swiss Institute for

Peace and Energy Research» (SIPER) à Bâle. Il a considérablement contribué, par ses précédentes publications, à une nécessaire relecture de l'histoire de l'Occident depuis 1945. Son nouveau livre «Les guerres hors-la-loi: comment les pays-membres de l'OTAN sabotent l'ONU. Une chronique des événements de Cuba jusqu'à la Syrie» y apporte une nouvelle contribution substantielle.

Pour commencer, Daniele Ganser fait état de certaines remarques personnelles: parallèlement au modèle représenté par ses parents, les faits déterminants de son engagement politique ont été les grandes manifestations contre la guerre ayant eu lieu en 2003, juste avant que les Etats-Unis et leurs alliés n'attaquent l'Irak. Puis s'ensuivit la guerre d'Irak avec les terribles conséquences engendrées jusqu'à présent. Daniele Ganser décrit son accablement à ce moment-là, et entraîne ainsi le lecteur sur un plan aussi bien émotionnel que thématique. D'aucuns se souviendront aussi avec exactitude de cette époque de mensonges et de l'arrogance des bellicistes tels que *Tony Blair* et *George Bush*.

D'emblée, Daniele Ganser s'empare d'un problème actuel: la crise des réfugiés. Il formule clairement le problème: les principaux éléments déclencheurs des flux de réfugiés ont été avant tout les guerres provoquées par les Etats-membres de l'OTAN et leurs alliés au Proche-Orient, des conflits qu'ils dirigent encore. Cette réflexion évidente est diluée dans les actualités de nos médias alignés, quand elle n'est pas totalement passée sous silence. Selon Ganser, ces guerres sont illégales dans leur ensemble: «Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création de l'ONU, organisation de paix, il y a eu interdiction formelle de toute guerre.» Au cours des cinquante dernières années, il y a eu aussi d'autres Etats belligérants, mais c'est un fait avéré que les Etats-membres de l'OTAN, sous la conduite des Etats-Unis, «ont initié, au cours des 70 dernières années, la majorité des guerres illégales, et s'en sont sortis à chaque fois en totale impunité».

Daniele Ganser, cependant, s'investit en faveur de l'ONU et de son idée de base, simple et claire: les guerres sont hors-la-loi. Il n'existe que deux exceptions à l'interdiction de guerre en vigueur dans le monde entier: le droit d'un pays de se défendre contre une attaque de l'extérieur, ainsi que la guerre menée contre un pays sur mandat officiel du Conseil de Sécurité de l'ONU. C'est la base du vivre-ensemble civilisé sur cette planète. Cette interdiction de

La Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des Droits de l'homme sont parmi les documents historiques les plus précieux, ils devaient être pour nous tous la base de l'orientation au XXI<sup>e</sup> siècle. Je ne peux que conseiller à tous de lire ces deux documents et d'y réfléchir. Déjà lorsque j'étais étudiant, j'avais commandé au service documentation des Nations Unies le texte de la Déclaration des Droits de l'homme, que j'avais affiché comme un poster sur le mur de ma chambre. «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité», souligne la Déclaration des Droits de l'homme, acceptée à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1948. «Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne». (Article 3) et «Toute personne a droit à la liberté de pensée,

de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction» (Article 18).

Il est vrai, bien sûr, que la Charte des Nations Unies et les Droits de l'homme sont chaque jour mis à mal. Dans certains cas, comme cela a été exposé plus haut, on a même «utilisé» ces deux documents l'un contre l'autre lorsqu'en 2011, par exemple, au nom des Droits de l'homme, une guerre a été menée contre la Libye, violant par là même la Charte des Nations Unies. Ces problèmes demeureront aussi à l'avenir et ne doivent pas être ignorés. Mais l'attention doit être attirée en même temps sur le fait que dans les très nombreux pays où les droits de l'homme et la Charte des Nations Unies étaient respectés, cela a toujours mené vers l'essor des sociétés en question.

Les objectifs de l'ONU ont été par ailleurs renforcés. Ainsi, le 25 septembre 2015, quand, lors d'un sommet de l'ONU,

les chefs d'Etat et de gouvernement ont signé les 17 «Sustainable Development Goals» (SDG). Les Etats-membres de l'ONU s'y sont engagés à réduire la pauvreté, la faim et la discrimination des femmes et à développer les ressources énergétiques renouvelables. Avant tout cependant, les Etats se sont de nouveau engagés à empêcher toutes formes de violence, car la paix et la stabilité sont les conditions essentielles pour la réalisation d'un développement durable.

«La Suisse a un intérêt vital à ce que, dans les relations internationales, le droit prime sur la violence et non l'inverse», a déclaré l'ancienne conseillère fédérale suisse Micheline Calmy-Rey. Elle avait par là pleinement raison, car de petits pays comme la Suisse ne veulent pas que le monde dérive vers la guerre et le chaos. Nous devons respecter la loi, en prendre soin.

In: Daniele Ganser. *Illegale Kriege*, p. 330s.

violence de l'ONU doit être respectée et renforcée. Aujourd'hui, on doit imposer plus que jamais cette idée fondamentale dans les discussions générales traitant de la guerre et de la paix. Dans nos nations occidentales, les médias soumis à l'OTAN la balaièrent beaucoup trop volontiers sous le tapis. A ce propos, Ganser répond avec brio au reproche récurrent et toujours plus présent, fait à l'ONU, de son inefficacité et de son inadéquation à l'actualité: «Ce livre démontre que le manque d'efficacité de l'ONU ne réside pas dans son système, mais qu'il est dû au refus individuel de ses membres agissant parfois de façon déloyale et sabotant l'action de l'ONU par leurs mensonges au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée générale.» Selon Ganser, toute réforme de l'ONU n'incluant pas cette problématique du mensonge, serait à long terme vouée à l'échec.

Après ces considérations de fond sur l'ONU, suivent des réflexions sur l'OTAN et les Etats-Unis. Daniele Ganser y exprime crûment un secret de Polichinelle connu de tous depuis longtemps: l'OTAN est l'instrument utilisé par les oligarques américains afin d'accéder à la réalisation de leur hégémonie sur notre planète.

Le principal chapitre abordé ensuite dans le livre est une chronique détaillée des guerres hors-la-loi et des putschs ourdis par des Etats-membres de l'OTAN contre des gouvernements démocratiquement élus. Cela commence par la chute du Premier ministre iranien *Mossadegh* en 1953. Aux yeux des Britanniques qui avaient alors la mainmise sur les recettes pétrolières du pays, son seul «crime» avait été d'exiger une plus grande part de ces mêmes recettes afin qu'elles puissent profiter aux plus pauvres dans la population. Le putsch fomenté contre *Mossadegh* peut être considéré, comme le dit *Michael Lüders*, comme le «péché originel de l'Occident». De nos jours encore, nous ressentons les conséquences de cette politique ignoble sur un plan moral.

On trouve ensuite des chapitres traitant des guerres contre le Guatemala en 1954, l'Egypte en 1956, Cuba en 1961, le Viêt-Nam en 1964, le Nicaragua en 1981, la Serbie en 1999, l'Afghanistan en 2001, l'Irak en 2003, la Libye en 2011, l'Ukraine en 2014, le Yémen en 2015 et la Syrie depuis 2011 jusqu'à maintenant. Chaque chapitre est conçu séparément et peut être lu de même. Cela conviendrait aussi parfaitement à l'enseignement de l'histoire dans les écoles, et comme base de cours d'histoire contemporaine dans les universités.

Les responsables de l'OTAN aux Etats-Unis et en Europe ont donc beaucoup de sang sur les mains. Afin d'endormir les populations, on a invoqué, selon les vieilles façons impérialistes, des raisons humanitaires. Cependant, tout comme aujourd'hui dans le cas de la «guerre contre le terrorisme», c'était toujours une question de domination mondiale et de matières premières dans ces guerres. Ganser fait un bilan dévastateur de ces conflits: des régions entières sont déstabilisées, des vagues de réfugiés déferlent, de plus en plus d'attentats terroristes, une réduction des droits civils et l'instauration de l'Etat fouineur. Conclusion: la «guerre contre le terrorisme» a échoué et il faut y mettre fin.

La séduisante analyse de Daniele Ganser peut être résumée par la citation suivante: «L'OTAN n'est pas une force de sécurité et de stabilité, mais un danger pour la paix universelle.»

Daniele Ganser nous indique aussi ce que chacun d'entre nous peut faire pour remettre à nouveau en vigueur les principes de base de l'ONU, et pour encourager le vivre-ensemble pacifique des peuples.

Pour la Suisse et l'Autriche, par exemple, il recommande que ces pays reviennent à leur neutralité et qu'ils tournent le dos au *Partenariat pour la Paix* de l'OTAN – ou pour être plus précis, au «Partenariat pour la guerre». En Suisse, les citoyens pourraient demander la sortie de leur pays du PpP grâce à une votation populaire.

Dans tous les pays, cependant, la population pacifiste a des cartes en main. Ganser encourage ainsi à une plus forte interconnexion des mouvements pacifistes américains et européens. «La coopération du mouvement pacifiste européen avec le mouvement pacifiste aux Etats-Unis est à juste titre très importante parce qu'elle seule est capable de réformer pacifiquement l'empire américain de l'intérieur.» Le simple citoyen peut se documenter en lisant les sources d'informa-

tion indépendantes et des livres et former sa propre opinion. C'est un des bienfaits d'Internet que nous n'ayons plus à nous baser uniquement sur les reportages des courtisans de l'OTAN dans nos médias alignés.

Daniele Ganser voit également une contribution à la paix dans l'exploitation des sources d'énergie renouvelables, étant donné que la plupart des guerres sont axées sur la lutte pour les réserves de pétrole et de gaz naturel et que, grâce aux ressources énergétiques renouvelables nous deviendrions plus indépendants vis-à-vis de ces produits. Enfin, l'une des demandes les plus importantes de Ganser est le renforcement du droit international et de l'interdiction de l'usage de la force inscrite dans la Charte des Nations Unies: «La Charte des Nations Unies et la *Déclaration universelle des Droits de l'homme* font partie des documents historiques les plus précieux, ils devraient nous servir à tous d'orientation pour le XXI<sup>e</sup> siècle.» L'adresse mondiale fédératrice «Nous, peuples des Nations Unies» doit être redynamisée, car elle exprime la précieuse pensée que l'humanité est une seule et même famille.

Lorsqu'on termine la lecture de ce livre, malgré la description des horreurs et des souffrances, il n'y a pas de place pour la résignation. Daniele Ganser formule, en effet, une pensée essentielle: les guerres sanglantes contredisent profondément la nature sociale de l'individu, car: «[...] au plus profond de leur cœur, les hommes s'aiment les uns les autres». Merci, Daniele Ganser, pour cet excellent livre que nous recommandons chaleureusement à toute personne intéressée par la politique. Le fait qu'il occupe déjà la première place sur la liste de best-sellers suisses des ouvrages spécialisés, est un signal des plus encourageants.

Ganser, Daniele. *Illegale Kriege – Wie Nato-Länder die Uno sabotieren. Eine Chronik von Kuba bis Syrien*. Zürich 2016, ISBN 978-3-280-05631-8

## Courrier des lecteurs

### Jürgen Rose et le «trio infernal»

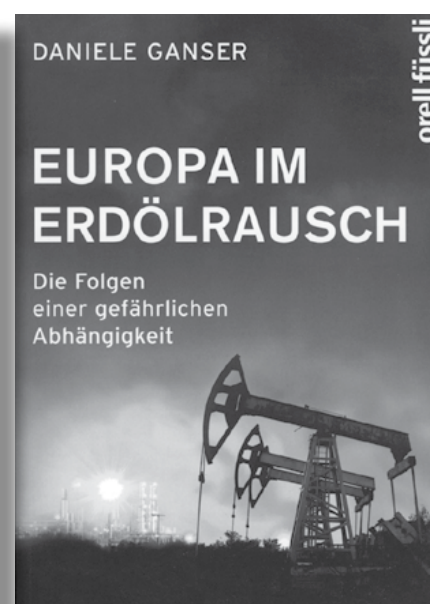
Lorsque nous avons entendu le nom de *F. W. Steinmeier* se présentant comme candidat à l'élection à la Présidence fédérale allemande, il nous est aussitôt venu à l'esprit le terme de «trio infernal» utilisé par *Jürgen Rose* dans son récent article [cf. *Horizons et débats* n° 25/26 du 14/11/16] en parlant de *Mme von der Leyen* et des *MM. Gauck* et *Steinmeier* aspirant aux rôles de chef de file en Europe pour créer «une nouvelle politique de force allemande soumise au pouvoir militaire». Cela reviendrait à envoyer la Bundeswehr – conçue selon la Loi fondamentale comme une armée purement défensive –, sous le couvert de la politique de sécurité, pour y participer à des guerres, dans le monde entier.

A cela s'ajoutent les déclarations de *M. Steinmeier* selon lesquelles, bien que cette fonction ne soit que représentative, il ne se priverait pas de continuer à exprimer ses vues politiques en cas d'élection.

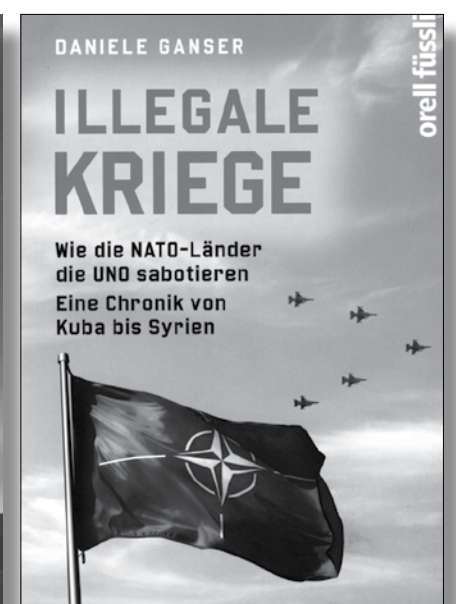
Gisela et Ingo Kersten



ISBN 978-2-917-11200-7



ISBN 328-006-1067



ISBN 978-3-280-05631-8



# Pourquoi je n'ai plus confiance en notre politique ...

par Karl Müller

«1984», le roman le plus connu de *George Orwell*, terminé en 1948, a été pour moi, depuis ma jeunesse, un point de repère de la critique politique. A l'époque, je ne savais pas encore qu'Orwell était un socialiste anglais ayant combattu dans la guerre civile espagnole aux côtés des trotskistes. Dans ce contexte, il entra en conflit avec les forces de Moscou et, après la guerre, il travailla pour les services secrets britanniques, dénonça des collègues de son entourage comme étant communistes.

Depuis son séjour en Espagne, Orwell avait critiqué l'Union soviétique. Pendant ma scolarité déjà, ses romans «La ferme des animaux» et «1984» faisaient partie du canon scolaire en tant qu'exemple de la critique littéraire du communisme et du totalitarisme. En tant qu'adolescent, cette critique m'avait beaucoup touché étant à l'époque un critique convaincu des totalitarismes nazi et communiste. Cela m'est resté.

## La «novlangue» dans «1984» d'Orwell et en 2016

Cependant, l'attitude très peu critique face à la politique «occidentale» – j'étais un enfant sage de la guerre froide – a disparu. Aujourd'hui, en relisant l'appendice qu'Orwell ajouta à son roman «1984» traitant de la construction et de la signification de la «novlangue», je ne pense plus à l'année 1948 et aux configurations géopolitiques de l'époque mais instantanément à la politique actuelle de mon propre pays prétendant s'opposer à tout totalitarisme mais accomplissant en réalité exactement ce qu'Orwell avait signifié de façon pertinente. Et cela malgré les incohérences de sa propre vie.

Concrètement: la lecture du discours de la chancelière allemande *Angela Merkel* du 23 novembre 2016 au Bundestag m'a tout de suite rappelé les puissants de *George Orwell*, avec la différence que Mme Merkel est encore plus perfide et qu'il ne s'agit pas d'un roman mais bien de notre propre réalité.

*George Orwell* avait écrit: «La Novlangue a été la langue officielle de l'Océanie. Elle fut inventée pour répondre aux besoins de l'angsoc, ou socialisme anglais. [...] Le but de la novlangue était, non seulement de fournir un mode d'expression aux idées générales et aux habitudes mentales des dévots de l'angsoc, mais de rendre impossible tout autre mode de pensée. Il était entendu que lorsque la novlangue serait une fois pour toutes adoptée et que l'anciangue serait oubliée (vers 2050) une idée hérétique – c'est-à-dire une idée s'écartant des principes de l'angsoc – serait littéralement impensable, du moins dans la mesure où la pensée dépend des mots». ([www.librairie.org/wiki/George\\_Orwell:1984\\_-\\_Appendice](http://www.librairie.org/wiki/George_Orwell:1984_-_Appendice))

## Merkel est encore plus perfide

Orwell continue en écrivant que les mots tels que honneur, justice, moralité ou démocratie étaient supprimés dans le vocabulaire de la novlangue – là, Mme Merkel est encore plus perfide; elle continue d'utiliser ces mots mais dans son langage, ils signifient tout autre chose.

Ainsi, au début de son discours, elle a cité l'écrivain latino-américain *Mario Vargas Llosa*: «Quand ils ont accepté de vivre avec des gens différents d'eux-mêmes, les hommes ont accompli un pas essentiel. Cette acceptation a précédé la démocratie et l'a rendue possible.» Mme Merkel a utilisé cette citation pour justifier, dès le début, sa propre politique, notamment sa politique migratoire – peut-être faut-il aussi y voir sa profession de foi pour le respect de la «diversité» des «orientations sexuelles», qu'elle exige aussi du nouveau président des Etats-Unis? Etait-ce vraiment l'intention que le célèbre écrivain latino-américain voulait exprimer par ce passage?

## Une attaque contre la liberté d'opinion

Puis, Mme Merkel parle des transformations dans «l'environnement médiatique» et déplore que les grands médias régis par leur «devoirs de diligence journalistique» ne soient plus les seuls à être consultés,

mais qu'aujourd'hui de nombreux citoyens «consultent des médias se fondant sur de toutes autres règles [donc sans «devoirs de diligence journalistique»] et étant moins contrôlés [ce qu'il faut changer à l'avenir?]. Car, la situation actuelle permet que «des sites trompeurs, des bots et des trolls peuvent falsifier la formation des opinions» et que «par certains algorithmes le renforcement des opinions peut se réguler soi-même».

La réponse à la question entre crochets se trouve dans le passage suivant du discours: «Pour atteindre les gens, pour les enthousiasmer, nous devons savoir comment réagir à ces phénomènes et, si nécessaire, les régler.» (Souligné par l'auteur)

Mme Merkel, n'a-t-elle pas repris le mot d'ordre de *James Clapper*, ancien chef des services secrets américains, lancé en début d'année et voté par le Parlement européen le jour du discours de Mme Merkel: tout ce qui ne nous convient pas, c'est du faux – ce n'est rien d'autre que de la propagande russe venant de la Russie! Et c'est contre cela que nous allons lutter par tous les moyens!

## L'ennemi, ce sont les «populistes»

Dans le paragraphe suivant, elle identifie l'adversaire à l'intérieur du pays: «Ce souci de stabilité est naturellement renforcé par ce qui se passe autour de nous. Le populisme et les extrémismes politiques prennent de l'ampleur dans les démocraties occidentales.» Mme Merkel est bien sûr en faveur de la «culture du débat» – «mais il faut que cela se passe dans un esprit de respect de la dignité de l'autre. Voilà l'essentiel n'étant trop souvent pas respecté.»

Un peu plus tard, Mme Merkel s'exprime plus concrètement: «Dans le contexte de la Crimée et de l'Ukraine, nous devons constater des atteintes au droit international et la violation de l'intégrité territoriale d'un pays.» Deux phrases plus loin, elle affirme: «La situation en Syrie, notamment en prenant en compte ce qui se passe à Alep, nous serre le cœur quotidiennement. Je dois avouer très franchement: il y a énormément d'indices montrant que des hôpitaux et des établissements médicaux sont sciemment bombardés. Permettez-moi de rappeler que cela est interdit au niveau international. Cela doit être poursuivi en justice.» La aussi l'ennemi est identifié: «Le régime d'Assad doit en tenir compte. Et c'est très regrettable que la Russie soutienne ce régime, Mesdames et Messieurs.»

ef. A l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du *Service fédéral de renseignement d'Allemagne* (BND) en début de cette semaine, la «Süddeutsche Zeitung» du 28/11/16 a publié une interview du chef du BND *Bruno Kahl* intitulée «Le chef du BND met en garde contre des cyber-attaques en provenance de la Russie». Selon les services de sécurité américains, la campagne présidentielle aux Etats-Unis aurait été influencée par des pirates informatiques et des trolls – dont les traces laissent à penser qu'elles proviennent de Russie. Le nouveau chef du BND confirme cette allégation, disant qu'il existe des «indices» de traces menant à la Russie». Dans son interview, il déclare: «L'attribution de telles attaques à un acteur étatique est par nature techniquement difficile. Cependant certains éléments indiquent que le gouvernement a du moins toléré ou souhaité ces actions.» Bruno Kahl perçoit aussi un danger similaire menaçant les prochaines élections en Allemagne, la Russie pouvant aussi commettre ses cyber-attaques lors des élections parlementaires de 2017.

L'expert en sécurité informatique *Guido Rudolphi* d'Uster, en Suisse, a donné quelques éclaircissements dans une interview au «Tages-Anzeiger» du 29/11/16. Concernant les mises en garde du patron du BND, que la Russie puisse lancer des cyber-attaques durant les élections allemandes en 2017, ce spécialiste de la sécurité informatique déclare: «Ce sont des pures balivernes. M. Kahl parle de bourrage de crâne, il devrait cependant balayer devant sa propre porte, car

**Pourquoi Mme Merkel passe-t-elle sous silence la situation en Europe orientale ...** Pourquoi Mme Merkel passe-t-elle sous silence la situation actuelle en Europe orientale? Pourquoi ne mentionne-t-elle pas que l'OTAN et l'UE se sont continuellement élargis en direction de la frontière russe et que le concept stratégique – au moins celui des Etats-Unis – était de s'approprier les riches ressources naturelles de la Russie? Et cela, après que l'UE et les Américains aient, dans les années 90, soutenu les forces russes du temps de *Boris Eltsine* affaiblissant ainsi continuellement le pays! Pourquoi Mme Merkel n'a-t-elle pas informé qu'en février 2014, il y a eu à Kiev, un coup d'Etat violent soutenu par son gouvernement? Et avec lequel la toute grande majorité de la population russophone de la presqu'île de la Crimée ainsi que la majorité de la population russophone de l'Ukraine orientale n'étaient pas d'accord! Pourquoi, n'envisage-t-elle même pas que la crainte du gouvernement russe que des partisans violents des insurgés de Kiev soient en route en direction de la Crimée, là où se trouve une importante base maritime russe? Pourquoi Mme Merkel ne mentionne-t-elle pas le fait que c'est uniquement grâce à la présence des troupes russes que de violents combats ont pu être évités en Crimée? Pourquoi ne dit-elle pas que la toute grande majorité de la population de la Crimée s'est prononcée, lors d'un référendum, en faveur de l'indépendance de l'Ukraine et de l'adhésion à la Fédération de Russie? Et ainsi de suite ...

## ... et la Syrie?

Et la situation en Syrie et à Alep?

Pourquoi Mme Merkel ne mentionne-t-elle pas qui a déclenché la guerre en Syrie et pourquoi cette guerre a été déclenchée en Syrie en 2011? Il y a des réponses très précises à ces questions. L'historien suisse *Daniele Ganser* a, par exemple, rassemblé des réponses dans son dernier ouvrage «Guerres illégales». Puis, on trouvera également des réponses dans le nouvel ouvrage de l'Australien *Tim Anderson* intitulé «La sale guerre contre la Syrie». Le journaliste allemand *Michael Lüders* présente ses recherches au sujet de la Syrie dans son livre «Qui sème le vent». Mme Merkel, elle, préfère se taire. Pourquoi ne se demande-t-elle pas d'où les occupants et les conquérants belliqueux d'Alep-Est ont pris le droit de s'accaparer par la violence le

pouvoir étatique de cette partie de la ville? Pourquoi ne répond-elle pas à la question de savoir d'où provient la fourniture d'armes aux insurgés et qui continue à leur en fournir? Pourquoi ne souffle-t-elle pas un mot sur ce qui se passe réellement à Alep et ailleurs en Syrie?

Chaque guerre est horrible et la guerre pour Alep l'est aussi. Personne n'a le droit d'embellir quoi que ce soit. Mais que fait Mme Merkel pour mettre fin à cette effroyable situation? Pourquoi ne s'investit-elle pas pour désarmer en premier lieu tous ceux n'ayant pas le droit de porter des armes? Ou bien se peut-il que Mme Merkel fasse partie des «révolutionnaires» ne respectant plus aucune légalité, plus aucun pouvoir étatique et monopole de la force détenue par l'Etat? Pourquoi continue-t-elle à être l'alliée de ceux qui promeuvent le terrorisme au Proche Orient depuis des décennies? Pourquoi ne réagit-elle pas aux propos de *Jürgen Todenhöfer*, son collègue de parti, suite à son voyage à Alep-Est après avoir interviewé un terroriste du Front al-Nosra? L'interview a été publiée le 26 septembre dans le «Kölner Stadt Anzeiger», le journal régional de Cologne, sous le titre «Les Américains sont de notre côté» (!).

Et pourquoi en 2003, Mme Merkel s'est-elle prononcée ouvertement en faveur de la guerre contre l'Irak? Pourquoi n'exprime-t-elle aucune compassion pour les populations civiles ayant vécu l'épouvantable horreur de cette guerre? Pourquoi aujourd'hui, alors qu'elle déplore les violations du droit international, ne souffle-t-elle pas un mot de regret concernant son engagement d'alors en faveur d'une guerre d'agression contraire au droit international? Et pourquoi ne parle-t-elle pas des conséquences dévastatrices durables de cette guerre?

Et ainsi de suite.

## Voilà pourquoi je n'ai plus confiance en notre politique!

*George Orwell* a vu la «novlangue» comme un moyen de pouvoir de l'«angsoc» – d'un Etat totalitaire en guerre avec une autre grande puissance. Aujourd'hui aussi, il s'agit de toute autre chose que de simples mensonges ou défaillances morales.

Il est important d'être droit dans ses bottes. Mme Merkel n'est pas une personne

Suite page 6

## Cyber-attaques: le cliché de l'«ennemi russe» s'avère être du bourrage de crâne

c'est exactement ce qu'il fait lui-même.» Quand à la question de savoir si la Russie est capable d'entreprendre de telles attaques, il précise: «C'est certainement possible. Mais ce serait tout aussi possible que les Suisses, les Américains ou quelques pirates informatiques de Tombouctou puissent le faire. Je me demande cependant comment est défini le domaine d'activité du patron du BND, pour qu'il puisse faire de telles déclarations sans preuve aucune.» Puis, il donne également quelques explications concernant le piratage des courriels d'un collaborateur de la campagne présidentielle de *Hillary Clinton*: «Ce collaborateur avait un mot de passe que même des enfants de maternelle n'utiliseraient plus. Là également, on n'a présenté aucune preuve contre les Russes. On prétend n'importe quoi, tant que cela s'inscrit dans le bourrage de crâne généralisé. Il y a quelques années, les coupables étaient toujours les Nord-Coréens, puis ce fut le tour des Chinois et actuellement ce sont les Russes. Il semble donc que l'évaluation des cybermenaces dépende toujours fortement de la situation politique internationale du moment. C'est vraiment consternant.»

Concernant les dangers des cyber-attaques et la question de savoir si l'on peut s'en protéger, le spécialiste répond: «Il n'existe, en règle générale, pas de sécurité informatique. La sécurité, dans le domaine informatique, est un concept de marketing et rien d'autre. Si nous en sommes conscients, il faut décider quelles données on veut conserver à quel

endroit et de quelle manière.» La plupart des politiciens ne s'en soucient guère. La cyber-guerre politique consiste à «affirmer sans preuve qu'une cyber-guerre a lieu. C'est exactement ce qui se passe actuellement.»

La semaine dernière, lors de la panne généralisée des connexions d'Internet, de la télévision et du téléphone touchant 900 000 clients de la *Deutsche Telekom*, il était rapidement clair qu'il s'agissait d'une attaque ciblée visant l'entreprise *Telekom*, donc les structures de communications publiques allemandes. Le 3 décembre, *Manfred Kloiber* du *Deutschlandfunk* expliquait ceci: «Disons le clairement: ce n'était pas une attaque ciblée contre *Telekom*. Ce n'était pas une attaque ciblée contre les structures de communications publiques de notre pays. [...] C'était une tentative échouée de cybercriminels. [...] Il semble s'avérer que l'unique raison de cette panne généralisée touchant les connexions d'Internet, du téléphone et de la télévision de 900 000 clients de la *Deutsche Telekom* est la qualité médiocre et la mauvaise programmation des routeurs de la *Telekom*. [...] A peine quelques heures après le début de ce dysfonctionnement, on s'est vu confronté à des spéculations effrénées sur une attaque étatique contre nos infrastructures. On suspecta notamment les services secrets russes et les rumeurs parlaient déjà du déclenchement de la cyber-guerre. [...] M. *Höttges*, le patron de la *Deutsche Telekom*, aurait déjà exigé la création d'une cyber-OTAN.» Voilà ce qu'on appelle du bourrage de crâne.

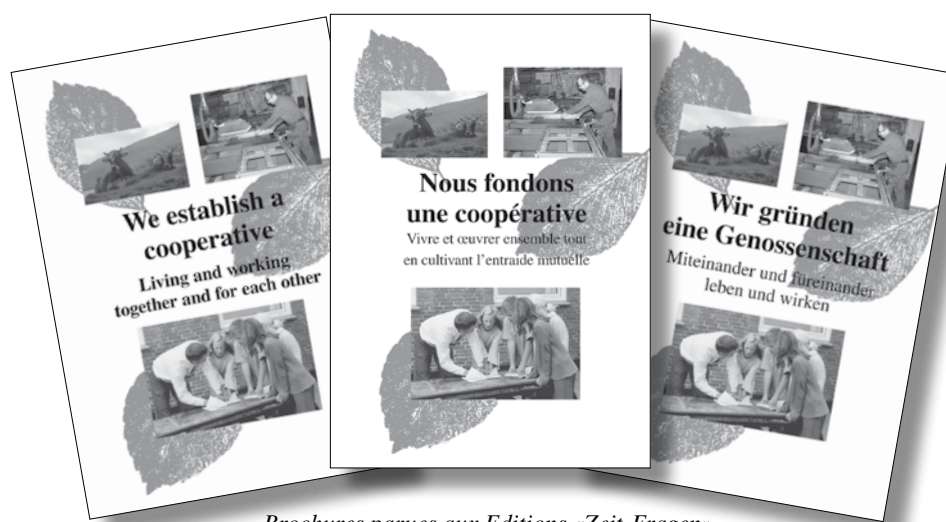
La plupart des politiciens ne s'en soucient guère. La cyber-guerre politique consiste à «affirmer sans preuve qu'une cyber-guerre a lieu. C'est exactement ce qui se passe actuellement.»

La semaine dernière, lors de la panne généralisée des connexions d'Internet, de la télévision et du téléphone touchant 900 000 clients de la *Deutsche Telekom*, il était rapidement clair qu'il s'agissait d'une attaque ciblée visant l'entreprise *Telekom*, donc les structures de communications publiques allemandes. Le 3 décembre, *Manfred Kloiber* du *Deutschlandfunk* expliquait ceci: «Disons le clairement: ce n'était pas une attaque ciblée contre *Telekom*. Ce n'était pas une attaque ciblée contre les structures de communications publiques de notre pays. [...] C'était une tentative échouée de cybercriminels. [...] Il semble s'avérer que l'unique raison de cette panne généralisée touchant les connexions d'Internet, du téléphone et de la télévision de 900 000 clients de la *Deutsche Telekom* est la qualité médiocre et la mauvaise programmation des routeurs de la *Telekom*. [...] A peine quelques heures après le début de ce dysfonctionnement, on s'est vu confronté à des spéculations effrénées sur une attaque étatique contre nos infrastructures. On suspecta notamment les services secrets russes et les rumeurs parlaient déjà du déclenchement de la cyber-guerre. [...] M. *Höttges*, le patron de la *Deutsche Telekom*, aurait déjà exigé la création d'une cyber-OTAN.» Voilà ce qu'on appelle du bourrage de crâne.

## L'idée coopérative et sa pratique font partie du Patrimoine mondial de l'UNESCO

ef. Le 30 novembre 2016, le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a intégré, à Addis Abeba, le concept de la coopérative, en théorie et en pratique, dans la Liste du Patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Ainsi, l'idée coopérative doit être à la fois protégée et prendre davantage d'importance dans la conscience publique. Cette nomination confirme l'aspect du rapprochement des peuples, étant donné que les coopératives nous rallient avec les êtres humains du monde entier. Œuvrer ensemble dans le cadre d'une coopérative est une forme de mode de vie humaine basée sur l'activité communautaire de l'entraide, du partage des responsabilités et de l'autogestion en faveur d'un but commun, principes ayant évolué, sous différentes formes, dans le monde entier. Le principe coopératif est ainsi devenu le synonyme des valeurs essentielles du vivre-ensemble, basées sur l'égalité et la liberté et orientées sur le bien commun. Le socle éthique de l'idée coopérative, fondé sur l'anthropologie, existe depuis 150 ans. Il est aujourd'hui encore d'actualité et doit être préservé et développé pour les générations à venir.

L'année 2012 avait déjà été déclarée «Année internationale des coopératives» par l'ONU. Elle tenait ainsi à honorer les coopératives et leurs plus de 800 millions de



Brochures parues aux Editions «Zeit-Fragen»  
ISBN 978-3-909234-17-2 ISBN 978-3-909234-16-5 ISBN 978-3-909234-15-8

membres répartis dans le monde entier dans plus de 100 pays.

Les coopératives se distinguent par leur haut niveau de participation et de cogestion, trait caractéristique qui fait qu'elles sont souvent préférées à d'autres formes d'entrepreneuriat.

Les coopératives combattent la pauvreté, créent de nouveaux postes de travail et favorisent l'intégration sociale.

Au cours des années passées, *Horizons et débats* a analysé, dans une approche interdisciplinaire, les bases fondamentales des

coopératives et y a consacré de nombreux articles.

Cette réflexion approfondie s'est notamment concrétisée dans l'élaboration d'une brochure intitulée «Nous fondons une coopérative. Vivre et œuvrer ensemble tout en cultivant l'entraide mutuelle» (disponible également en allemand et anglais)

Ce document peut être commandé à l'adresse du journal *Horizons et débats*.

A l'occasion du Salon du livre de Leipzig, du 23 au 26 mars 2017, la «coopérative *Zeit-Fragen*» organisera deux événements consacrés au sujet de la coopérative.

### Coopératives suisses

Au cours de l'histoire de la Suisse, les coopératives jouèrent un rôle primordial. Le Pacte fédéral de 1291, la structure des communes, les «landsgemeinde» et le terme Confédération [en allemand: Eidgenossenschaft] se formèrent selon l'idée coopérative; ces structures et expériences développées au cours des siècles ont également influé sur la création de l'Etat fédéral suisse de 1848.

En Suisse, comme dans les autres régions de l'Europe, se développa suite à l'industrialisation, un large mouvement coopératif, fondé sur la tradition des biens communaux et des communautés d'alpage. C'est ainsi que se formèrent, notamment dans le domaine de l'agriculture, un grand nombre de coopératives d'achat et de vente. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les coopératives de consommation favorisant l'entraide acquièrent une grande importance pour l'économie nationale.

Source: Coopérative *Zeit-Fragen*. «Nous fondons une coopérative», p. 165.

### 2012 – l'année internationale des coopératives

Dans le monde entier, selon l'ONU, les coopératives comptent environ 800 millions de membres dans plus de 100 pays et elles fournissent plus de 100 millions d'emplois. Les coopératives garantissent l'alimentation pour la moitié de la population mondiale. Par conséquent les coopératives de crédit, les coopératives rurales et commerciales contribuent à stabiliser les économies régionales et à favoriser l'emploi local.

En outre, l'ONU exige que les Etats créent un environnement et une législation encourageant tout autant les coopératives que toutes autres formes d'entreprises.

Un des grands défis de l'avenir est la baisse du chômage des jeunes en créant de nouvelles coopératives ou d'autres petites entreprises.

Les coopératives ne travaillent pas toutes de la même façon. Mais la plu-

part d'entre elles suivent les sept principes de base de l'identité coopérative, développés au cours du temps au sein de la communauté internationale. Ces sept principes leur servent de directives, à l'aide desquels elles mettent leurs valeurs en pratique:

1. Adhésion volontaire et ouverte à tous
2. Pouvoir démocratique exercé par les membres
3. Participation économique des membres
4. Autonomie et indépendance
5. Education, formation et information
6. Coopération entre les coopératives
7. Engagement envers la communauté

Source: Coopérative *Zeit-Fragen*. «Nous fondons une coopérative», p. 10

### Patrimoine culturel immatériel

Le «Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel» est composé des représentants de 24 pays contractuels élus faisant partie de la «Convention du Patrimoine culturel immatériel». Il décide chaque année de l'inscription de nouvelles formes culturelles sur la liste du Patrimoine culturel immatériel. Jusqu'à présent, 336 formes de patrimoine culturel immatériel se trouvent sur la liste représentative internationale, 43 éléments sur la liste du Patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et 12 dans le Registre des meilleurs pratiques de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Parmi les critères pour la reconnaissance d'une forme culturelle se trouve la vitalité éprouvée et une composante favorisant l'identité de la communauté porteuse de cette forme culturelle, le développement de mesures de sauvegarde, une large par-

ticipation de la communauté porteuse et l'inscription sur une liste nationale du Patrimoine culturel immatériel. En s'inscrivant, les Etats contractuels s'engagent à promouvoir le Patrimoine culturel immatériel sur leur territoire.

Font partie du patrimoine culturel immatériel les traditions vivantes des domaines de la danse, du théâtre, de la musique, de la tradition orale, des sciences naturelles et des techniques artisanales. Depuis 2003, l'UNESCO soutient la protection, la documentation et la sauvegarde de ces formes culturelles. Jusqu'aujourd'hui, 171 Etats ont signé la Convention pour la sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel. La Suisse a ratifié la Convention de l'UNESCO en 2008 et l'Allemagne en 2013.

Sources: Communiqué de presse de la Commission allemande de l'UNESCO du 30/11/16 et Office fédéral de la culture de Suisse (OFC)

### Courrier des lecteurs

## La famille en RDA

J'ai bien aimé l'article «La famille en RDA» [*Horizons et débats* n° 27 du 28/11/16, p. 8], cependant quelque chose m'a troublé. L'article m'a plu parce qu'il illustre bien la valeur et l'importance de la famille pour l'éducation des enfants et la vie en général. Ce qui m'a troublé, c'est qu'on a comme l'impression que, contrairement à l'Allemagne occidentale de l'époque et d'aujourd'hui, la RDA

### «Pourquoi je n'ai plus confiance ...»

suite de la page 5

«méchante». Mme Merkel et ses semblables sont aussi capables de changer. Mais comment y arriver? Et tout d'abord: comment les arrêter, elle et ses acolytes? Comment, après tant d'années de défaillance politique, les inciter à démissionner? Comment les remplacer? Et comment gouverner par la suite? Et ainsi de suite.

Ce sont des questions s'adressant à tous les Allemands, mais également à l'humanité toute entière. Certains disent, il faut un contre-pouvoir. *Johann Wolfgang von Goethe*, dans son «Iphigénie», nous a montré un autre exemple: celui qui s'engage avec humanité et détermination à toujours refuser la violence et le pouvoir comme mode d'action offre à autrui un exemple à suivre. Je ne puis être juge du bon chemin. Cependant, ne rester que simple observateur est insupportable.

aurait été un véritable lieu de protection de la famille.

S'il ne s'agit pas d'un malentendu de ma part, cette impression n'est certes qu'une seule part de la vérité. Ce serait certainement une erreur de croire que le régime de la RDA était réellement intéressé à protéger la famille. C'était plutôt une concession pour des raisons politiques.

Je vous écris en tant qu'ancien citoyen de l'Allemagne de l'Est. J'y ai passé mes premières 9 années. Les 30 années suivantes, jusqu'à la chute du mur, je suis resté en contact régulier par écrit avec divers membres de la famille et je suis souvent allé les voir.

Il est vrai que la famille en RDA n'a pas été confrontée aux mêmes ruptures qu'en Occident au cours des années soixante et soixante-dix et jusqu'à aujourd'hui. Mais il y a eu d'autres ruptures: l'Etat a toujours tenté d'avoir une forte influence sur les enfants, et dès la petite enfance, afin de les dérober à l'influence de leur famille; ceci n'est pas un préjugé. Pour mon père c'était une des raisons de quitter ce pays, quand il a réalisé que son petit garçon portait avec grande fierté le foulard bleu des Jeunes Pionniers autour du cou.

La RDA n'a pas eu besoin d'un mouvement des années soixante-huit comme les pays occidentaux – car le socialisme était déjà le pouvoir étatique et ne tolérait aucune opposition. Certes, en RDA, on voyait l'être humain comme un être social dès la nais-

sance mais on ne peut pas en déduire qu'on reconnaissait à la famille une importance primordiale. Du point de vue des responsables politiques de la RDA, cela signifiait plutôt que la grande société socialiste avait le devoir d'éduquer les enfants et non pas la famille bourgeoise, dont *Karl Marx* s'était moqué dans son Manifeste communiste – sans parler de sa propre manière de vivre.

Le fait que la famille en RDA ait mieux survécu qu'en Allemagne de l'Ouest est – outre le climat politique sans réelle opposition – plutôt dû au fait que les responsables politiques du pays, malgré leur propre idéologie, n'avaient pas perdu tout bon sens. Contrairement aux mouvements contestataires étudiants en Occident, ils se sentaient responsables de la situation de la population, car sinon, ils auraient pu perdre leur base du pouvoir. C'est pourquoi il ne fallait, outre les méthodes d'éducation socialistes antifamiliales utilisées fréquemment, pas trop toucher à la famille à cause de son importance pour la productivité et la cohésion sociale. Les contre-révolutionnaires chinois ont démontré ce qui se passe quand on détruit la famille: le déclin économique.

La préservation de la famille fut néanmoins une base sur laquelle un mouvement d'opposition put se former, qui – et c'est l'ironie de l'histoire – entraîna finalement la disparition de la RDA. Quand *Modrow*, le

cofondateur du «Nouveau Forum» et ministre du gouvernement de transition, se montre outré par les idées antiautoritaires de l'Ecole de Francfort et de ses adeptes dans une citation de l'article, il ne s'exprime déjà plus en tant que représentant de «la RDA». C'est le mouvement citoyen, soutenu par les églises et les familles, qui a fini par enterrer la RDA socialiste.

D'après mon expérience personnelle, le fait que la famille ait pu survivre en RDA exprime le rejet naturel de la pratique socialiste par les êtres humains. Afin d'éviter une vue historique erronée de la RDA, il m'importait de compléter l'article par ces informations.

Christian Fischer, Cologne

Remarque de la rédaction: La lettre de lecteur ci-dessus apporte un complément important aux deux contributions de notre édition n° 27, car évidemment ni notre rédaction, ni les auteurs des articles ne veulent nier les problèmes, cités par l'auteur de cette lettre. Cependant, il est important que nous, habitants des pays dits occidentaux, nous nous demandions, comment notre critique, souvent âpre de la politique familiale de l'ancienne RDA est compatible avec le fait que nous-mêmes en «Occident» méconnaissons l'importance de la famille au point d'en nier la nature humaine.



# Formation: Humboldt ou McKinsey?

par Carl Bossard, ancien recteur-fondateur de la Haute Ecole pédagogique de Zoug



Carl Bossard  
(photo mad)

Le Plan d'études 21 [*«Lehrplan 21»*] est un réel changement de paradigme, déclarent les uns. Les autres au contraire minimisent pensant que cela ne changera rien. Qu'en est-il vraiment? Un point de vue de l'extérieur.

Voilà une formule largement éprouvée. En effet quiconque veut propager et vendre une nouveauté caricature ou diffame l'ancien. C'est exactement ce que fait le président de la *Conférence des directeurs de l'Instruction publique*, le Schaffhousois Christian Amsler, avec le Plan d'études 21 et l'enseignement ayant fait ses preuves jusqu'à présent. «Autrefois, on «traitait» un sujet», constate-t-il de façon lapidaire. Aujourd'hui, on enseigne à l'aide des compétences «l'interaction entre le savoir, le pouvoir et le vouloir», souligne-t-il avec grand enthousiasme.<sup>1</sup>

## Autrefois l'apprentissage se faisait passivement, aujourd'hui activement

C'est tout simple. On construit une opposition forte et on présente l'état actuel comme la pire des choses. Jusqu'à présent, on traitait un sujet; à l'avenir, on pourra enfin former les compétences. Le déclencheur serait le Plan d'études 21. Il conduirait de l'ancienne à la nouvelle école, de l'enseignement ringard à l'enseignement moderne. C'est ainsi qu'on peut interpréter les propos de M. Amsler. Sa simple phrase, prononcée à la légère, remet en question toute une génération d'enseignantes et d'enseignants consciencieux.

Il n'est pas le seul à exprimer de tels propos. Il y a quelque temps, on a pu lire dans le magazine *ph-Akzente* de la Haute Ecole pédagogique de Zurich: «Alors qu'autrefois, l'apprentissage à l'école signifiait la reprise passive d'un savoir passif, il s'agit dans l'enseignement actuel de se confronter activement avec les objectifs et les contenus d'apprentissage.» Là aussi, il y a une dichotomie funeste: autrefois consommation passive de la matière – aujourd'hui (enfin) un apprentissage actif et de nouvelles approches.

## Le mot à la mode: «compétences»

Les «anciens» pédagogues se demandent à juste titre, s'ils n'ont pas aussi formés le savoir avec leurs objectifs d'apprentissage orientés sur l'aptitude – et peut-être se demandent-ils aussi, pourquoi il est question d'un changement de paradigmes et qu'apporte réellement de neuf le Plan d'études 21 avec ses nombreuses compétences. Selon la base, les introductions au Plan d'études 21 sont souvent du temps perdu – et pour les cantons en grande partie de l'argent jeté par la fenêtre.

Autrefois, le mot [domaine de] «compétence» signifiait «responsabilité». Entre-temps, il s'est transformé en terme à deux niveaux – économie d'entreprise et science pédagogique – un mot de substitution pompeux pour désigner le «savoir» et il s'est transformé en un «slogan». Jürgen Oelkers, professeur ordinaire émérite de pédagogie à Zurich fait remarquer: Le terme à la mode de «compétences» doit aujourd'hui «servir pour désigner tout ce qui veut être «innovateur» et dépasse rarement les conceptions de l'enseignement traditionnel de «savoir et de savoir-faire».<sup>3</sup>

## Egarement

Au début, la pédagogie ne connaissait que trois compétences: les compétences sociales, méthodiques et personnelles. Après, on y a ajouté les compétences techniques (ou professionnelles). Et comme le mot compétences comprend tout en exprimant rien de concret, on le fragmente en un grand nombre de sous-compétences. C'est pourquoi, la dernière version du Plan d'études 21 comprend sur 470 pages 363 compétences, divisées en plus de 2300 niveaux de compétences.

L'homme sapiens devient ainsi un homo competens. En conséquence, il n'existe plus rien pour quoi nous ne pourrions pas être rendu compétents: la compétence de travailler en équipe, les compétences interreligieuses, les compétences de la curiosité, les compétences à gérer le stress, les compétences à se

présenter, les compétences de mises en relief, les compétences d'accepter de l'aide, etc.

## Savoir résoudre les problèmes

Le père du terme actuel des compétences est le professeur Franz E. Weinert, recteur-fondateur de l'Institut Max-Planck pour la recherche psychologique de Munich. De nombreux scientifiques ont toutefois déformé et édulcoré ses idées précises. Weinert voulait libérer l'école d'une dominance souvent unilatérale du savoir. Encourager et former les aptitudes, voilà sa devise: les jeunes gens doivent savoir résoudre des problèmes. Pour cela, ils ont besoin de connaissances, de volonté et de motivation.

C'est l'ancienne conclusion ayant toujours guidé les enseignantes et enseignants consciencieux: il faut le savoir et le savoir faire puis, la combinaison des deux permettra aux jeunes gens de mieux penser et agir. Cela comprend les 3 nécessités principales: les connaissances fondamentales, les capacités fondamentales et les attitudes fondamentales. Cette trinité ne peut en fait pas vieillir, car elle représente une sorte de nec plus ultra. Une sorte de loi naturelle – semblables aux Tables de Loi du mont Sinaï. Ils sont courts, brefs et concrets.

## La peur de l'aléatoire

Le Plan d'études 21 comporte un grand nombre d'aspects différents. Toutefois, le scepticisme de base est maintenu: en proposant de tout, on apporte quelque chose à tout le monde. Cependant, «tout» est l'ennemi de «quelque chose». Ou bien tourné autrement: quand la quantité de directives est si grande,

elles ne deviendront guère réalité au quotidien. Ce n'est pas pour rien qu'Anita Fetz, conseillère aux Etats socialiste de Bâle a déclaré dans *DIE ZEIT*: «Une souris bureaucratique super ambitionnée a donné naissance à une montagne de documents.»

Elle exprime ainsi ce que de nombreuses personnes craignent: la multitude de directives conduit à ce que la construction du savoir et du savoir faire reste plutôt aléatoire et tout procédé systématique y fait défaut. Les adolescents ont cependant besoin de structures cognitives ordonnées, les processus de réflexion nécessitent des structures de savoir claires. «Si l'on fragmente l'école en d'innombrables compétences individuelles, arrive le moment où l'enseignement se disloque en poussière», fait remarquer Ralph Fehlmann, professeur de didactique à l'Université de Zurich.

## Relier le savoir et le savoir faire

Les enseignants et enseignantes réalistes l'ont toujours su: le savoir faire ou la compétence ne peut être acquis qu'à l'aide de connaissances générales accompagnées de connaissances spécifiques – donc un savoir non pas composé de connaissances additives, mais un savoir structuré et ordonné. Pour cela, il faut une stratégie d'enseignement claire: comment puis-je, en tant qu'enseignant, transmettre et former un savoir compris et applicable? La réflexion et la description de son propre processus d'apprentissage, connu sous le terme de réflexion métacognitive, promeut et renforce cette stratégie d'enseignement.

## «Enseignement axé sur les compétences» et déclin du système de formation dans les Etats de l'OCDE

Selon les «Bases du Plan d'études 21», le système scolaire suisse qui a fait ses preuves doit être transformé par l'«enseignement axé sur les compétences» (définition Weinert) de l'OCDE. ([www.lehrplan.ch/sites/default/files/Grundlagenbericht.pdf](http://www.lehrplan.ch/sites/default/files/Grundlagenbericht.pdf))

L'organisation économique OCDE, fondée en 1961, veut ouvrir le marché global de l'enseignement à l'aide de l'«enseignement axé sur les compétences et leur gestion» et par «l'apprentissage autoguidé». Un des objectifs est le déclin de la souveraineté des Etats et pour 2017 plus de 6000 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour les multinationales engagées dans la formation (ordinateurs, tablettes, logiciels, unités d'enseignement prêtes à l'usage, batteries de tests, etc.).

Ces réformes, initiées au milieu des années 1960 aux Etats-Unis et les nouveaux plans d'études y ont mené au déclin massif du système de formation, ayant notamment affecté les élèves faibles. Dans les années 1970, on a effectué la plus grande expérience scolaire mondiale avec 100 000 élèves et 1 milliard de dollars à disposition, pour trouver la meilleure

méthode de soutien aux élèves faibles. Bien que toutes les universités d'élites y aient participé, seul l'«enseignement direct» (enseignement traditionnel en classe) d'un enseignement expérimenté a pu remplir les objectifs d'amélioration fixés dans toutes les branches. Malgré ce résultat, les politiciens responsables de l'enseignement ont privilégié, au niveau des finances, les méthodes ayant échoué. C'est la raison pour laquelle le niveau de formation extrêmement bas des Etats-Unis ne s'est plus jamais amélioré.

L'introduction de méthodes d'apprentissage «individualisées» et «autorégulées» avec des «accompagnateurs» au lieu d'enseignants dans les écoles uniques a mené, au cours des années 1980 en Grande-Bretagne, à un déclin des performances. En 1993, le gourou de l'éducation du parti travailliste a rendu responsable son propre parti de l'échec de la formation scolaire et de la transmission de valeurs morales durant des décennies, ainsi que de l'abandon des élèves les plus faibles.

En 1990, la Finlande a introduit un plan d'études national avec «enseignement axé sur les compétences» et une «école unique». On a voulu se détourner du bon système sco-

Un tel enseignement n'est pas comparable à une simple compréhension du savoir scolaire. Depuis toujours, il s'agit pour les élèves de comprendre, de s'exercer et d'appliquer les contenus, donc d'acquérir davantage de savoir faire ou une compétence continuellement améliorée. C'est cela le secret d'un enseignement favorisant l'apprentissage comme dans l'ancienne école. En raison de cela, tout changement de paradigmes est superflu.

## Contre l'esprit de l'aléatoire

Quiconque analyse le Plan d'études 21, gagne souvent l'impression d'être confronté à de nombreux aspects aléatoires. Cela donne l'impression qu'à l'école, la géométrie, la grammaire de langue allemande, la création et la compréhension de textes, l'histoire de nos origines n'ont pas grande importance en tant que telles, mais qu'il s'agit en première ligne de l'acquisition de compétences comme «apprendre à apprendre» ou la recherche d'informations sur Google. Ce n'est pas fondamentalement mauvais, mais les compétences ne sont que les conséquences d'une réflexion et d'un travail intensif au préalable. Le savoir et le savoir-faire n'apparaissent pas par hasard, mais sont les résultats de l'investissement. Dans cette forme d'enseignement, les enseignants ne sont pas réduits au niveau d'administrateurs de compétences ou accompagnateurs pour l'apprentissage. Ils restent ce qu'ils ont toujours été: des pédagogues.

L'école et l'enseignement ne sont pas de simples outils; ils transmettent beaucoup plus

Suite page 8

Comité pour une bonne école obligatoire thurgovienne

## «A l'avenir, les enseignants pourront continuer à choisir eux-mêmes les méthodes les plus adaptées»

Weinfelden, 27/11/16 – Un électeur thurgovien sur quatre a approuvé l'Initiative populaire cantonale pour une bonne école – malgré l'influence écrasante du gouvernement, des partis politiques, de l'administration et de certaines associations professionnelles. Il est évident que les instances de la politique scolaire ont perdu une partie de la base. Le refus de l'initiative doit être respecté. Mais en même temps, les responsables devront tenir leurs promesses en garantissant les libertés d'opinion et de méthodes et en renonçant à de massives transformations dans l'enseignement. Ainsi certaines des exigences fondamentales des auteurs de l'initiative seront garanties – malgré la mise en œuvre du Plan d'études 21 [*«Lehrplan 21»*].

Les électrices et électeurs ayant soutenu notre initiative se sont opposés à la politique de formation officielle et aux réformes extrêmes. Ce résultat est d'autant plus remarquable que des fonctionnaires à tous

les niveaux ont tenté, avec de gros moyens financiers et personnels, de discréditer l'initiative par une campagne polémique basée sur la peur. De nombreuses personnes ne se sont pas laissées tromper par des slogans affirmant par exemple que l'initiative demandait le retour à l'«âge de pierre» pédagogique.

Les nombreux débats et discussions sur l'initiative, ayant eu lieu dans la rue, sur les marchés et lors de réunions dans tout le canton ont eu un effet libérateur et réjouissant. Les responsables scolaires ont dû fortement adapter leurs positions du début au cours de cette campagne de votation en s'engageant à accepter certaines exigences importantes du comité: à l'avenir, les enseignants pourront continuer à choisir eux-mêmes les méthodes les plus adaptées, l'enseignement en classe est l'apprentissage dans la relation directe entre enseignant et élèves garderont leur importance centrale, les enseignants pour-

ront continuer à exprimer leur opinion librement. Et – selon une déclaration précise de la conseillère d'Etat compétente Monika Knill –, il ne s'agit pas de lancer une réforme historique. L'opinion publique est très sensibilisée sur ces aspects et, le cas échéant, les responsables seront rapidement rappelés à leurs promesses.

Le Comité pour une bonne école thurgovienne remercie de tout cœur les personnes ayant aidé à lancer dans la population la discussion sur ce qu'est un bon enseignement à l'école obligatoire. Cette discussion restera vivante au-delà des frontières cantonales. Notre contestation contre le Plan d'études 21 et certains changements controversés dans le domaine de l'enseignement et de la formation en Suisse continueront ainsi à avoir des effets positifs et durables.

Au nom du Comité pour une bonne école thurgovienne: Felix Huwiler, Klemenz Somm, CN Verena Herzog. Contacts: felix.huwiler@gute-schule-tg.ch

# Viande des Grisons: «bien culturel» et grand succès à l'exportation

par Heini Hofmann

Ce que le salami est parmi les saucisses crues, la viande des Grisons l'est parmi le choix des viandes séchées: la reine non-couronnée. Mais contrairement au salami, restant même avec un label de «swissness» une «invention» italienne, il est simple de répondre à la question concernant l'origine de la viande des Grisons: les Grisonnais!

Le séchage est un procédé de conservation très ancien et répandu dans le monde entier. Il repose sur la simple logique que lorsqu'on retire l'eau à cette denrée alimentaire très périssable qu'est la viande, les processus de décomposition ralentissent. Les chasseurs préhistoriques le savaient déjà, tel Ötzi, l'homme de Similaun, qui, au moment de sa mort, avait sur lui comme provisions de la viande séchée de bouquetin et de cerf. Mais les Grisonnais sont allés encore plus loin: ils n'ont pas seulement séché à la perfection le produit mais l'ont également commercialisé au mieux.

## Un phénix sortant de ses cendres

Bref coup d'œil latéral: étant donné que la consommation de viande – en relation avec la croissance de la population – devrait doubler au cours des prochaines quarante années, on chercha assidument un substitut artificiel «in vitro». Sa production nécessiterait – comparée avec la méthode conventionnelle des animaux vivants – environ la moitié d'énergie et seulement un centième de la surface agricole. En outre, cela épargnerait à l'homme dominant les rots des vaches nuisant au climat mondial...

Dans ce contexte, on oublie que l'homme et les animaux de rente forment un partenariat séculaire et que les animaux de pâturage remplissent le paysage de vie. Après la discussion sur les OGM, la vision de la cuisine moléculaire et des débats sur la nano-nourriture, on arrive maintenant à la viande-épreuve. En été 2013, on a dégusté à Londres les premiers burgers de laboratoire, produit à l'aide de cellules souche bovines. Commentaire poli des personnes ayant dégusté: pas nécessaire de percevoir d'impôts sur les divertissements!

Face à de telles perspectives, on préfère revenir aux plaisirs des délices ayant réussi de longue tradition, à devenir un produit labellisé de notre pays: outre le chocolat et le fromage, la viande des Grisons a réussi à obtenir une renommée et une popularité internationales dans le secteur de la viande. Un produit naturel bien établi, excellent et digeste, un phénix sortant des cendres de cette «culture» culinaire futuriste et technocratique mentionnée ci-dessus!

## Viande de binden ou bien viande des Grisons?

Encore plus ancienne que la notion suisse-allemande de «Bündnerfleisch» [viande des Grisons] est la notion de «Bindenfleisch». C'est en vérité un terme générique pour les trois sortes typiques de viande séchée suisse: la viande des Grisons, la viande séchée valaisanne et la Carne secca del Ticino. Le terme «Bindenfleisch» vient du fait qu'autrefois on enrobait les morceaux de viande salée dans un bout d'étoffe [«Stoffbinden»] avant de les suspendre pour le séchage.

Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle que le terme «viande des Grisons» est apparu en tant que résultat d'une réflexion tactique: par une détermination d'origine univoque, il est possible de



La viande des Grisons, une place au soleil: Renato Giovanoli de Maloja devant la toute dernière petite sécherie à l'ancienne. Elle aussi fermera prochainement par manque de successeur. C'est de ce principe que le médecin des Alpes Oscar Bernhard s'est inspiré pour son héliothérapie. Puisque le soleil sèche la viande, cela doit aussi agir pour les plaies. Ainsi en fut-il! (photo Heini Hofmann)

faire la différence avec des produits similaires et surtout de se protéger d'imitations. Le jeu en a valu la chandelle: la viande des Grisons fait aujourd'hui partie des spécialités suisses les plus exportées – on peut même dire que cette délicatesse séchée à l'air a le statut d'un bien culturel culinaire. Mais cela oblige.

Le Verband Bündner Fleischfabrikanten (VBF) [Association des producteurs de viande des Grisons], avec quatre grandes entreprises de salaisons et une trentaine de petites, a élaboré avec l'Office fédéral de l'agriculture un cahier des charges. Cela n'a pas été facile, car il a fallu convaincre notamment les petites entreprises d'accepter le travail et les frais supplémentaires pour la certification et les contrôles sévères. Aujourd'hui, l'avantage des normes auto-imposées pour une qualité de produit constante et crédible est incontestable.

## Sel – saumure – séchage

La viande des Grisons (en romanche: pulpa, en Engadine: puolpa) est un produit AOC (Appellation d'origine contrôlée) soumis à l'accord international entre la Suisse et l'UE sur la reconnaissance mutuelle des appellations d'origine. La règle est qu'il faut saler et sécher la viande au canton des Grisons, le séchage à une altitude de plus de 800 mètres (dans les vallées grisonnes du sud aussi en dessous). Seul l'emballage peut se faire hors de cette région.

Dans le jargon des spécialistes la viande des Grisons est un produit de salaison cru, fabriqué avec de la cuisse de bœuf maigre, autant que possible d'animaux maigres. D'abord, on libère les pièces de viande bien froides de leur graisse, des tendons et des fascias, puis on les frictionne d'un mélange de sel et de saumure puis séparément d'un mélange d'épices. Ensuite on les place dans des supports (dans les entreprises modernes cela se fait dans des séchoirs rotatifs lents), où se forme une saumure.

Après le saumurage, les morceaux de viande sont lavés et suspendus pour le séchage dans des filets, similaires à des bas de contention. Dans les plus petites entreprises les liages humides sont d'abord séchés pen-

dant quelques jours à l'air frais, avant d'être placés pendant au moins trois mois dans une salle de séchage sans lumière. Pendant ce temps, on les presse à plusieurs reprises, pour que le liquide restant puisse se répartir uniformément. L'effet secondaire de ce procédé: la forme rectangulaire.

## La fumaison est taboue!

Les grandes entreprises modernes travaillent avec la technique climatique afin de régler précisément la température, l'humidité et l'écoulement de l'air. Cela a encore l'avantage de pouvoir produire la viande des Grisons également en été, ce qui est absolument nécessaire vu la demande croissante. Cette méthode peu romantique mais optimale fait gagner du temps: 14 jours de sel, 14 jours de transpiration et de début de séchage, puis 12 semaines de véritable phase de séchage pendant laquelle la viande est mise sous pression cinq fois.

Tant pour la production traditionnelle que pour la production moderne les phases de travail sont les mêmes, sauf que dans l'entreprise artisanale, le travail manuel prédomine. L'entreprise est en avance dans le domaine de la sécurité de la production. Mais une chose est la même chez les deux: la perte de poids s'élève à environ 50%! Ce fait et les nombreuses phases de travail font comprendre le prix élevé de cette délicatesse. Et encore une constatation fondamentale: l'effet conservateur est atteint uniquement par la saumure et le séchage; il n'y a aucune fumaison pour la viande des Grisons!

## Soupçons hâtifs de contrebande

Une importante phase de travail finale après le séchage et avant l'emballage a déjà donné raison à une histoire politico-policière amusante: après le scandale de la viande pourrie et les «lasagnes hennissantes», on est devenu prudent en Allemagne: c'est pourquoi, en été 2013 le bureau des douanes de Singen a porté plainte contre une entreprise – trop hâtivement comme il s'est avéré par la suite. Elle aurait déclaré de la viande de moindre valeur comme étant de la viande des Grisons pour la faire passer en Allemagne en contrebande et donc sans dédouanement.

## Sain et digeste

### Description du produit final:

Forme rectangulaire, couleur rouge profond jusqu'à l'intérieur, arôme de saumure prononcé, arôme du mûrissement à l'air, haute valeur nutritive, pauvre en graisse, riche en vitamines et oligoéléments. – Pour déguster, couper en tranches très fines, perpendiculairement aux fibres.

### 100 g de viande des Grisons contiennent:

Energie: 652–1024 kJ (154–243 kcal)

Protéines: 34–44 g

Graisse: moins de 7 g

Glucides: moins de 2 g

Eau: 46–53 g

La justification, étayée par un examen de laboratoire a dit que la moisissure noble typique de la vraie viande des Grisons manquait. Sans cette moisissure, il s'agirait seulement de viande séchée et donc de viande de bœuf demandant un dédouanement. Et on exigea 250 000 euros de taxes. Erreur, a déclaré l'Office fédéral de l'agriculture et s'est expliqué.

Les bureaucrates allemands se sont trompés concernant la moisissure noble. Celle-ci apparaît pendant le processus de mûrissement, mais doit absolument être lavée avant l'emballage, parce qu'autrement la pourriture se développerait. La Commission de l'UE à Bruxelles fit des recherches approfondies et instruisit tous les services des douanes qu'à l'avenir l'autorité alimentaire du canton des Grisons serait compétente pour la preuve d'authenticité de la viande des Grisons, pour l'importation en franchise de droits de douane dans l'UE – et tout fut à nouveau en ordre ...

## La viande séchée des Grisons est entrée dans l'histoire de la médecine!

Quel est le rapport entre la viande séchée et la médecine? Il est important! Parfois, les grandes découvertes se font par hasard (par exemple: la pénicilline) ou bien elles sont basées sur des choses bien élémentaires. Ainsi en fut-il avec l'héliothérapie (le traitement par la lumière du soleil). C'était une intuition qui, en 1902, amena le légendaire médecin engadinois Oscar Bernhard à l'idée de la thérapie par la lumière du soleil.

## Eclair de génie avec des conséquences

A l'hôpital de Samedan, une plaie suppurante ne voulant guérir lui causait de grands soucis. Un matin, quand un beau soleil illuminait une salle de l'hôpital, l'éclair de génie décida: soleil et air frais assécheront la plaie, favoriseront la granulation et la guériront, tout comme dans le procédé de conservation de la viande séchée, une spécialité grisonne. Ainsi en fut-il! L'héliothérapie de la tuberculose chirurgicale était inventée et se propagea à travers le monde entier.

Si la viande séchée et la tuberculose n'étaient pas deux choses bien incompatibles, la branche de la viande séchée devrait être fière d'avoir été au chevet d'une invention médicale stratégique extraordinaire (avant l'existence des médicaments de synthèse chimique). «Le principe de la viande séchée sauva indirectement des centaines de milliers de vies humaines», serait peut-être un meilleur slogan que le lapsus du Conseil fédéral «Bü-Bü-Bü-Bündnerfleisch».

## La palette de la viande séchée

### Suisse

*Bündnerfleisch* [viande séchée des Grisons] – faite de cuisse de bœuf, avec appellation d'origine certifiée  
*Viande séchée valaisanne* – une spécialité de viande de bœuf du XIV<sup>e</sup> siècle  
*Carne secca del Ticino* – hormis la viande séchée ficelée, il y a la coppa (le cou de porc séché) et la pancetta (poitrine de porc)  
*Mostbröckli appenzellois* – salés, épicés puis fumés, et après séchés

### Autres pays

France: *Brési* (poitrine de bœuf, appelé d'après la couleur brésilienne)  
 Italie: *Carne secca*, *Bresaola* et *Slinzega* (les deux dernières, en Valteline)  
 Finlande: *Kuivaliha* (viande de renne, séchée à l'air frais)

Bosnie-Herzégovine: *Suho meso* (bœuf ou agneau, fumé à froid)  
 Egypte, Turquie, Arménie: *Pastirma* (viande de bœuf et de chameau)  
 Maurétanie, Maroc: *Tichtar* (viande de chameau ou de gazelle, séchée au soleil)  
 Somalie: *Odka* (viande de bœuf séchée au soleil)  
 Nigéria: *Kilishi* (viande de bœuf séchée au soleil)  
 Mexique, Cuba: *Tasajo* (une spécialité de bœuf caraïbe)  
 Brésil: *Carne-de-Sol* (viande séchée de bœuf ou de chèvre) et *Charque* (viande de lama)  
 Afghanistan, Pakistan: *Lahndi* (viande d'agneau ou de bœuf séchée)  
 Chine: *Bakkwa* (viande séchée douce-salée de bœuf, de porc ou d'agneau)

«Formation: Humboldt ou McKinsey?» suite de la page 5

que de simples compétences mesurables et applicables. Avec le calcul froid de l'utilité économique et de l'employabilité nous laissons le système McKinsey envahir l'école.

## Esprit technocratique

Une bonne formation ne s'acquiert pas dans la précipitation; c'est davantage qu'une qualification spécifique pour être «prêt à ...». Le découpage de nos enfants et adolescents en compétences ne correspond en rien à notre image de l'Homme. La déconstruction de l'homme en sous-compétences est inhérente à un esprit technocrate et sans âme.

C'est pourquoi, le Plan d'études 21 devrait mettre davantage le poids sur les objectifs

de la philosophie éducative de l'école et les étayer par des valeurs humaines. L'époque actuelle aurait tout spécialement besoin d'une plus forte réorientation sur les valeurs, telles que *Wilhelm von Humboldt* les a représentées. Formation signifie cultiver son propre sens humain et savoir s'orienter – dans un monde en décomposition ... Mettons Humboldt à la place de McKinsey, voilà l'impératif du moment!

<sup>1</sup> Amsler, Christian. *Bildung für Nachhaltige Entwicklung im Lehrplan 21 – für unsere Kinder und für die Zukunft*. In: *ilz.ch* 3/2016, p. 3

<sup>2</sup> Dubs, Rolf. Die Defizite des Lehrplans 21. In: *Schweiz am Sonntag* du 2/11/14

<sup>3</sup> Oelkers, Jürgen. Die Persönlichkeit im Lehrberuf und wie man sie bildet. *Vortrag an der PH Zug* du 27/10/09, Manuskript p. 9